

Un pilier citoyen contre la corruption: L'exemple de l'Inde

A Citizen Pillar Against Corruption: India

Shaazka Beyerle

**Chapter 7 from 'Curtailling Corruption'
Lynne Rienner Publishers, 2014**

**Translation: Anne-Marie Codur, April 2019
Evaluator: Nicola Barrach**

Chapitre 7

Un pilier citoyen contre la corruption: L'exemple de l'Inde

Chaque citoyen peut décider de faire partie du 5ème Pilier pour que les quatre autres piliers de la démocratie fonctionnent dans l'intérêt de tous.

—*Vijay Anand, Président, Le 5ème Pilier*

Changer un système où la corruption est profondément ancrée dans le gouvernement, le secteur privé, et les autres secteurs de la société, peut paraître une mission impossible. L'ampleur du défi et la difficulté de concevoir ne serait-ce que des changements visibles à court terme encore moins des transformations sociétales de long terme, peuvent paralyser toute action civique avant même qu'elle ne commence. Le tout jeune mouvement du 5ème Pilier en Inde offre l'exemple d'une initiative qui a réussi à se frayer un chemin dans ce labyrinthe, grâce au travail de pionnier effectué par une organisation qui l'a précédé, le mouvement pour le Droit à l'Information, et grâce à un ensemble de méthodes nonviolentes innovantes et complémentaires les unes des autres.

Le contexte

Le mouvement du Droit à l'information a commencé à l'échelle citoyenne, liant l'accès à l'information pour les citoyens aux questions de transparence du gouvernement, à la mise en responsabilité des détenteurs du pouvoir et aux questions basiques de survie, telles que les salaires et l'accès à la nourriture. A la tête de cette lutte se trouvait le mouvement social citoyen "Mazdoor Kisan Shakti Sangathan" (Le syndicat pour l'action des paysans et des ouvriers), plus connu sous son acronyme MKSS.¹ La lutte nationale se développa à partir d'une initiative civique locale, dans un village pauvre comprenant environ quarante familles, dans le Rajasthan en 1997.² Ce qui avait commencé comme un effort d'ouvriers cherchant à obtenir un salaire minimum, une initiative de lutte contre la pauvreté, se transforma en tout autre chose.

"Nous nous rendîmes compte que les problèmes sous-jacents aux conditions de travail et du niveau de salaire étaient la corruption et le népotisme," comme l'explique un des anciens du MKSS, Sowmya Kidambi.³ Afin de contrecarrer les déclarations des détenteurs du pouvoir qui prétendaient que les ouvriers n'avaient pas terminé leurs tâches, MKSS demanda d'avoir accès aux archives de l'administration locale, en particuliers aux minutes enregistrant les listes des tâches accomplies, le temps mis pour les accomplir, les factures et les bons de commandes.⁴ Quand les autorités refusèrent l'accès à ces documents, l'outrage provoqué fut à l'origine de la création du mouvement de droit à l'information.

Au cours des années, ce mouvement a conduit de nombreuses campagnes populaires reposant sur une grande variété de tactiques: des grèves de la faim, *dhamas* (manifestations assises de plus ou moins longue durée), distribution de tracts, aux piquets de grève, au théâtre de rue, aux chansons de protestation, et *yatras* (processions voyageant à travers le pays), en particulier le "Ghotala Rath Yatra" (le rally des chariots des escroqueries) qui parodiait les campagnes politiques classiques. Le MKSS s'est fait surtout connaître pour son usage des *jan sunwai* (audience publique). Le mouvement a été une source d'inspiration pour les initiatives communautaires de surveillance lancées par le "Integrity Watch Afghanistan" (voir chapitre 8). Ses méthodes nonviolentes ont été adaptées par l'organisation "Muslims for Human Rights" au Kenya et dans d'autres pays africains (voir chapitre 10)). En 1998, le mouvement a obtenu sa première grande victoire: il fut invité à des consultations avec le gouvernement nouvellement élu du Rajasthan afin de co-écrire une loi sur le droit à l'information dans cette province. En 2000, cette loi fut

promulguée. Dans le même temps, en 1996, les membres clés du MKSS eurent un rôle crucial dans la création de la campagne nationale pour le droit du peuple à l'information. Le but était d'obtenir une loi à l'échelle nationale et centrée sur les droits des citoyens, au travers d'un dialogue avec les détenteurs du pouvoir, par le moyen de l'action nonviolente et par la mise en réseau avec des nombreuses organisations de la société civile.

Cette loi historique fut votée en Octobre 2005. Shekhar Singh, activiste et universitaire, résume l'impact de cette loi en ces termes: "D'habitude les lois sont faites par le gouvernement pour contrôler le peuple, mais cette loi (Loi pour le Droit à l'Information en Inde) a entièrement retourné les choses: c'est au peuple d'évaluer le gouvernement."⁵

Cette loi donne accès à toute information détenue par les autorités publiques, que ce soit des documents, des comptes, des emails, des contrats, des notes légales.⁶ Les citoyens peuvent également consulter les informations concernant les organisations non-gouvernementales (ONGs) qui reçoivent des fonds de l'Etat. Les stipulations de la loi permettent un accès et un usage étonnamment facile de l'information, reflétant en cela l'apport des activistes de la base dans la rédaction de la loi. Il n'y a aucun formulaire officiel à remplir. Les citoyens peuvent demander des informations sur une simple feuille de papier en posant une ou plusieurs questions.⁷ L'important est de poser les bonnes questions, et il est alors possible pour de simples citoyens de repérer les fraudes, de dévoiler la corruption, d'obliger les fonctionnaires responsables de rendre leurs comptes, et de promouvoir la bonne gouvernance.⁸ Malgré les efforts incessants visant à affaiblir la loi et à créer des obstacles pour les citoyens ordinaires - comme par exemple d'augmenter le coût des demandes d'accès à l'information - une analyse indépendante faite à l'échelle internationale, a déterminé en 2011 que la loi indienne de droit à l'information est au troisième rang mondial, comparée à des lois similaires donnant des droits de regard aux citoyens.⁹

Dans les deux ans et demi qui suivirent la promulgation de cette loi, environ 2 millions de requêtes ont été faites, dont 400000 en milieu rural et 1,6 millions en milieu urbain.¹⁰ Un rapport de la province de Karnataka a montré que le nombre des pétitions est passé de 10485 en 2005-2006 à 177259 en 2009-2010.¹¹ Alors que cette croissance est encourageante, une enquête de 2008 a indiqué qu'il existe encore un grand potentiel d'utilisation de la loi permettant de faire décroître la corruption et d'imposer une exigence de responsabilité. Une étude menée par la société civile dans dix états ainsi que dans le territoire de la capitale, New Delhi, a montré que dans l'échantillon tiré au hasard des personnes interviewées, seulement 45% des urbains et 20% des ruraux (vivant dans 400 villages sélectionnés par cette étude) avaient entendu parler de la loi du droit à l'information.¹² Un rapport

commandité par le Département Indien du personnel et de la formation (“Indian Department of Personnel and Training”) a mis en évidence que seulement 33% des urbains et 13% des ruraux avaient connaissance de cette loi.¹³ Ce rapport conclut que “la loi n’a pas encore atteint le niveau d’application prévu.”¹⁴ Depuis 2005, de nombreux efforts de la société civile et même des partenariats entre le gouvernement et la société civile ont émergé afin de susciter une prise de conscience et d’encourager les citoyens ordinaires à s’emparer de cette loi pour lutter contre la malfaisance de certains bureaucrates ou élus. Enfin, il y a l’action du Cinquième Pilier, qui a intégré cette loi dans un mouvement plus vaste visant à donner aux citoyens ordinaires les moyens de contrecarrer la corruption.

Le 5ème Pilier “L’éruption contre la Corruption”

Les Origines

En 2001, Vijay Anand était un jeune entrepreneur en technologies de l’information vivant à Washington, DC.¹⁵ Avec plusieurs autres expats indiens vivant aux Etats-Unis et concernés par les conditions sociales en Inde, il créa la Fondation AIMS India, visant à promouvoir le développement rural, en particulier dans les domaines de l’éducation, de la santé et des infrastructures. Pendant les trois années qui suivirent, Anand, venant d’un milieu urbain et éduqué, passa beaucoup de temps à visiter des zones rurales dans son pays d’origine. Il se rendit compte rapidement que les conditions déplorables dans lesquelles vivaient ses compatriotes n’étaient pas seulement le résultat d’un manque d’écoles, de puits, ou d’hôpitaux. La corruption était l’obstacle principal à une amélioration socioéconomique véritable. “J’ai réalisé que plusieurs éléments de la société indienne ne permettaient pas au développement d’avoir lieu” se souvient-il. “Il n’y avait parmi le peuple aucune culture de la revendication auprès des détenteurs du pouvoir, et parmi les fonctionnaires, aucun sens de leur responsabilité et de leur devoir.” De ce constat, Anand conclut que “pour obtenir des changements de long terme, il fallait responsabiliser les employés de services publics.”

En 2004, Anand se mit en relation avec M. B. Nirmal, un entrepreneur social et un activiste qui avait précédemment formé un groupe informel contre la corruption à Chennai appelé le 5ème pilier. Anand fut séduit par cette idée et lança formellement le 5ème pilier dans l’état de Tamil Nadu, créant en parallèle une ONG internationale implantée aux Etats-Unis, afin d’encourager la participation et le financement par la diaspora indienne. Le nom de cette ONG fait référence aux quatre piliers de la démocratie. En plus des systèmes exécutif, législatif, judiciaire, et des médias libres, une démocratie en bonne santé a aussi besoin de citoyens actifs et engagés,

s'assurant que leur pays n'est pas miné par la corruption. Anand rentra en Inde en 2007 afin de construire cette initiative civique et de se lancer dans le travail de terrain car, comme il le confie, "je voulais faire davantage sur une grande échelle et suis je rentré en Inde pour faire de l'activisme social à temps plein".

Vision, Mission, et objectifs

La vision du 5e pilier est tout simplement de libérer les citoyens de la corruption.¹⁶ La lutte est conçue comme la continuation du mouvement d'indépendance de l'Inde. Anand déclare: "L'Inde s'est libérée de l'occupation britannique et doit maintenant se libérer de la corruption." La profession de foi de l'organisation est la suivante: "Encourager chaque citoyen indien à lutter contre la corruption et renforcer sa détermination à éliminer les pratiques vénales à tous les niveaux de la société."¹⁷ L'objectif suprême de cette initiative civique est de créer une culture nationale de responsabilité civique ne tolérant plus aucune sorte d'abus et de corruption. Ce mouvement se perçoit comme "une seconde vague de libération après des décennies d'indépendance."¹⁸ "Chaque personne peut se transformer en combattant de la liberté en Inde au travers de la non-coopération, de la nonviolence et de l'auto-défense contre les tentatives d'extorsion," explique Anand.¹⁹

Initial Challenges and Strategies

Le leadership du 5eme pilier a dû faire face à de nombreuses critiques et à des défis existentiels. D'abord, ils voulaient construire un mouvement social dans la longue durée et non seulement une campagne qui se termine une fois son objectif atteint. Ensuite, ils ne voulaient pas sacrifier la vision générale du mouvement contribuant à une transformation sociétale profonde, bien qu'ils soient conscients qu'il leur serait impossible de lutter contre l'ensemble du système vénal et de s'en prendre à toutes les formes de corruption. En conséquence, le groupe devait trouver un moyen de définir des objectifs tangibles à partir de ses aspirations générales de long-terme, et de focaliser de manière précise la cible sur laquelle la lutte allait se concentrer, en connectant la corruption à l'injustice subie au quotidien par les gens, afin de les mobiliser autour de demandes bien définies, visant à obtenir des succès visibles et croissants. Le 5ème pilier avait également à faire face à trois barrières psychologiques: le cynisme vis à vis du gouvernement, un sentiment d'impuissance, et la peur de représailles de la part de personnes corrompues en position de pouvoir - cette peur étant ressentie à la fois par les activistes et par les citoyens de base.²⁰ Enfin, la direction du 5ème Pilier cherchait à poser les fondements d'un changement systémique pour l'avenir. Comme l'exprime Anand "si nous pouvons collectivement dire NON à la corruption, celle-ci finira bien par s'arrêter." En éliminant toutes les sources qui nourrissent la corruption, le système entier qui repose sur elle commencera à s'écrouler.

Afin d'atteindre cet objectif, le 5ème pilier a adopté une double stratégie qui émane directement de sa vision et de sa déclaration de principes:

1. *Donner aux citoyens la motivation pour confronter la corruption, au travers d'une assistance directe, et d'actions visant à une prise de conscience, accompagnées de formations pratiques aux outils et tactiques nonviolentes (utilisant ou non les appuis institutionnels existants).* De quel type de corruption s'agit-il ? Les organisateurs du mouvement cherchèrent à identifier une forme de corruption qui soit répandue largement et qui touche à la vie quotidienne d'une majorité de la population. Ils décidèrent de s'en prendre aux pots-de-vin. Tous les citoyens ont à souffrir des extorsions de fonctionnaires, d'employés du gouvernement ou d'officiers de police. Cette pratique est une forme directe d'oppression qui résulte en une longue liste de déni de droits et d'accès aux services publics et aux avantages sociaux auxquels les citoyens ont droit et dont l'accès leur est interdit faute de payer des pots-de-vin, ce qui peut avoir des conséquences directes graves pour les populations les plus démunies. Deux méthodes ont été développées par le 5ème pilier utilisant des tactiques nonviolentes visant à mettre en œuvre cette stratégie: la généralisation de l'application du Droit à l'Information, et l'introduction du billet de banque « zéro roupie ».
2. *Lancement d'actions éducatives de long-terme pour former à une éthique d'anti-corruption l'esprit de la jeunesse et des étudiants de niveau universitaire qui deviendront les futurs membres de la population active, les futurs fonctionnaires et les futurs décideurs et dirigeants de l'Inde.* Cet objectif de long-terme est porté par la Campagne "Libérons-nous de la corruption" (Freedom from Corruption).

Former les citoyens à utiliser la loi du Droit à l'Information (Right to Information – RTI)

Le 5ème Pilier est un héritier du MKSS et du mouvement pour le Droit à l'Information, qui a abouti à la signature de la Loi du même nom. Le 5ème Pilier accomplit la vision du MKSS qui consistait à ce que chaque citoyen puisse utiliser la législation comme outil d'accès à l'information et puisse faire baisser la corruption qui les affecte dans leur vie quotidienne. Le mouvement a défini une méthode spécifique (un ensemble d'activités complémentaires) avec trois objectifs. Le premier est de maximiser l'usage de la législation afin de faire obstacle à la corruption et de faire arrêter les extorsions de pots-de-vin. Le second vise à aider les gens à obtenir les services publics qui leur sont dus (par exemple l'accès à l'eau et à l'électricité), les allocations telles que les subventions et les retraites, ainsi que l'assistance aux

personnes les plus démunies (ce qui inclut les aides à l'emploi rural, les bourses d'enseignement, les coupons alimentaires). Le troisième objectif, explique Anand, est de rendre la Loi pour le Droit à l'Information "aussi connue et utilisée que possible par un maximum de gens en un minimum de temps."

L'éducation est l'une des tactiques principales du 5^{ème} Pilier visant à la diffusion massive de l'application de la loi pour le Droit à l'information. Le groupe offre une formation donnant aux citoyens les outils pour utiliser la loi et lancer des requêtes dans tous les secteurs possibles. Ces formations ont d'abord commencé dans l'état de Tamil Nadu où est implanté le 5^{ème} pilier. Elles se sont ensuite répandues dans l'Andra Pradesh, le Karnataka et deux districts distincts au Rajasthan. L'objectif est de couvrir tout le pays.

Six jours par semaine, le 5^{ème} Pilier organise dans ses bureaux principaux à Chennai et dans la branche Coimbatore, des ateliers gratuits sur la loi du Droit à l'Information, offrant une assistance immédiate aux citoyens qui y participent. Chaque samedi, dans ces deux bureaux, sont offerts des ateliers formant des formateurs.

En conjonction avec sa campagne "libérons-nous de la corruption", le 5^{ème} Pilier conduit des ateliers dans les universités, alors que les coordonnateurs de districts organisent des sessions dans des villages en zones rurales du Tamil Nadu, en incluant les populations marginalisées. Ils couvrent le processus d'utilisation de la Loi Droit à l'Information, les étapes de la collection d'informations et les inspections des sites, les pénalités pour les fonctionnaires convaincus de pratiques vénales, et l'approche stratégique à suivre pour poser les bonnes questions. Comme l'explique Anand, "la loi permet d'obtenir toute information, il faut donc user de sa créativité et d'une bonne stratégie afin de poser les questions pertinentes qui permettent de mettre en lumière la corruption".

Par exemple, une mère qui vit sous le seuil de pauvreté, ne peut pas obtenir sa carte d'alimentation sans payer de pot-de-vin. Dans sa pétition utilisant le Droit à l'Information, elle pourrait poser des questions telles que: "Quel est le nom du fonctionnaire qui s'est occupé de ma demande de carte alimentaire à telle date? Combien de demandes de cartes alimentaires étaient en attente à cette date? Combien de cartes alimentaires ont été accordées depuis par ce fonctionnaire ? A quelle date puis-je espérer recevoir ma carte alimentaire?"

Le 5^{ème} Pilier aide les personnes à écrire et à soumettre leurs demandes, ce qui constitue une assistance précieuse pour tous ceux qui sont analphabètes ou qui ont des difficultés à écrire, pour les personnes âgées et pour toutes les personnes

vulnérables. Toute aussi importante est l'aide apportée aux citoyens intimidés par peur de représailles de la part des fonctionnaires qui les exploitent. Ces problèmes se posent aux sonneurs d'alerte dans les services publics – les fonctionnaires honnêtes qui cherchent à exposer la corruption du système mais craignent d'en payer le prix – aussi bien qu'à tous les groupes les plus vulnérables, les pauvres, les groupes marginalisés par le système de castes, les populations tribales, qui vivent en milieux ruraux où il y a moins d'anonymat qu'en milieu urbain.

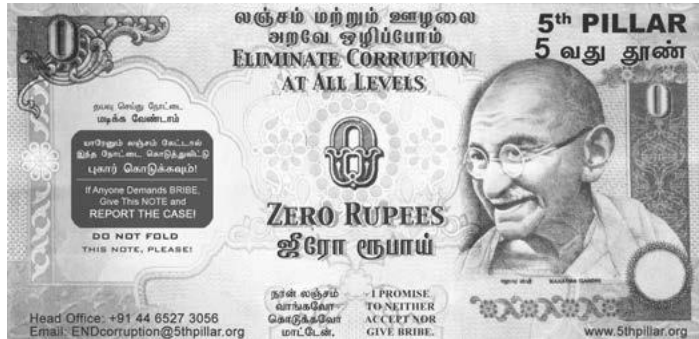
En ce qui concerne la corruption de large envergure, pratiquée par les hauts fonctionnaires ou les forces de police, le 5^{ème} Pilier a mis en place un vaste réseau d'informateurs bénévoles qui déposent des dossiers de demandes à travers le pays. Comme le confie un ancien de l'équipe, il s'agit souvent d'anciens fonctionnaires à la retraite, qui ont été les témoins pendant leurs carrières de pratiques vénales qui les ont scandalisés, et qui ne risquent plus de représailles. Le mouvement offre aussi son assistance à ceux qui désirent prendre contact avec le Département de la Vigilance ou le Bureau Central d'Investigations, au niveau du gouvernement de leur état. Le 5^{ème} Pilier forme les citoyens à la manière dont ils doivent remplir un rapport contre les extorsions dont ils sont victimes, auprès de la Police de la Vigilance et offre un soutien psychologique. Le 5^{ème} Pilier peut se substituer aux citoyens qui ont peur de faire la démarche de contacter la Commission Anti-Corruption de Vigilance, afin de faire un rapport ou de lancer une opération d'infiltration pour attraper les fonctionnaires vénaux "la main dans l'sac".

Dans plusieurs cas, comme le rapporte Anand, le simple fait de lancer une requête en activant la loi de Droit à l'information génère suffisamment de pression, avec la possibilité d'une investigation et d'actions disciplinaires, pour que cela a l'effet d'inhiber les fonctionnaires vénaux. Tous les succès remportés sont postés par le 5^{ème} Pilier sur son site web, y compris les cas les plus compliqués, ainsi que sur le mensuel du mouvement, en langue Tamil, *Maattram* (le changement). Quand une pétition en Droit à l'Information n'a pas abouti en un changement de comportement et une rectification de l'affaire, alors le mouvement lance une campagne citoyenne.

Le billet de Zéro Roupie

En 2001, un professeur de Physique de l'Université du Maryland, Prof. Satindar Mohan Bhagat, eu l'idée d'un moyen de sensibiliser les Indiens, tant en Inde que dans la diaspora, au sujet de la corruption, afin de contrecarrer les demandes de pots-de-vin quand il rentrerait en Inde pour les vacances. Il créa un billet ressemblant en tout à un billet de 50 Roupies, mais avec une différence. Il n'avait aucune dénomination et proclamait : « Éliminer la corruption à tous les niveaux ». L'équipe exécutive du 5^{ème} Pilier s'empara de l'idée en adaptant cette pseudo-monnaie et en

la traduisant dans les cinq langues les plus parlées du pays (Hindi, Kannada, Malayalam, Tamil, et Telugu). Il le postèrent sur le site web du mouvement, tout en créant un site secondaire (zerocurrency.org) qui offrait la possibilité de télécharger et d'imprimer des billets de zéro pour pratiquement chacune des monnaies en circulation dans le monde.



Source: “Zero Rupee Note,” 5th Pillar, www.5thpillar.org. Used with permission.

Le billet de zéro Roupies a de multiples objectifs. D’abord, il peut servir d’“arme nonviolente” pour les citoyens ordinaires qui refusent de payer des pots-de-vin, comme l’explique Anand. Quand ils sont victimes d’extorsion, les citoyens peuvent donner ce billet à la place du billet véritable. En même temps, le billet de zéro Roupie lance un message de « nonviolence et de non-coopération avec la corruption» ajoute-t-il. La face recto du billet donne des informations au sujet du 5^{ème} Pilier. Cette décision stratégique d’utiliser le billet comme moyen de communication sur la campagne menée par le 5^{ème} Pilier montre à toutes les personnes vénales que les citoyens qu’ils cherchent à exploiter ne sont pas seuls mais font partie d’un large mouvement qui demande des comptes à tous les responsables. Ce signe de solidarité permet d’alléger le sentiment d’inquiétude chez tous ceux qui craignent de s’opposer aux fonctionnaires corrompus, leur donnant le courage de refuser de payer des pots-de-vin.

Les membres du mouvement distribuent les billets de zéro roupies dans les lieux publics comme les gares, les arrêts de bus, les cinémas, les bureaux administratifs où les citoyens attendent d'être reçus pour obtenir un service, et même les mariages – qui sont considérés dans la tradition indienne comme une occasion particulièrement propice. Anand estime qu'à l'été 2012, des distributions de billets de zéro roupies avaient déjà eu lieu dans près d'une trentaine de mariages à Chennai et dans d'autres districts. Le coordinateur couvrant le district de Coimbatore, la deuxième ville la plus peuplée du Tamil Nadu, a lancé une campagne de distribution massive et systématique des billets dans cette ville. Le 5^{ème} Pilier dissémine les billets anticorruption également dans tous les événements qu'il organise, les ateliers, et les actions de rue. Depuis 2007, plus de 2,5 millions de billets ont été distribués à travers le Tamil Nadu, ainsi que dans l'Andra Pradesh, le Kerala, le Rajasthan et dans deux des plus grandes villes indiennes, Mumbai et la capitale, Delhi.²¹ Dans son rapport annuel de 2011, le 5^{ème} Pilier déclare: "des milliers de citoyens ont donné à des fonctionnaires vénaux des billets zéro roupies à la place des pots-de-vin anticipés et à leur grande surprise, ces fonctionnaires ont instantanément donné suite à leur requête sans réclamer de dessous de table."²²

L'implication de la jeunesse

Le 5^{ème} Pilier consacre une majeure partie de son action de communication vers la jeunesse, en ciblant particulièrement les étudiants du supérieur. Comme l'explique Anand, "l'idée générale est de leur donner les outils qui leur permettent d'obtenir leurs droits fondamentaux quand ils deviennent majeurs, sans qu'ils aient à payer des dessous de table à quiconque. Quand ils sortent de l'université, ils sont prêts à utiliser toutes les ressources en leur possession pour obtenir leurs droits et tous les services publics sans avoir à payer de pots-de-vin." En Mars 2009, le groupe a formé la branche "Étudiants contre la corruption". Elle conduit une campagne d'information sur les campus afin de former des chapitres du 5^{ème} Pilier dans toutes les universités et de former les étudiants aux méthodes de lutte contre la corruption. Ce groupe a également rédigé un pamphlet destiné aux écoliers. Les étudiants sont impliqués dans de nombreuses actions de rue. La campagne "Libérons-nous de la corruption" consiste à organiser des ateliers dans les campus universitaires à travers le Tamil Nadu, et s'est élargie récemment à d'autres états. Lancée à l'origine en 2007, la campagne s'est répandue depuis à plus de 1600 universités.²³ Chaque atelier comprend plusieurs éléments qui se renforcent l'un l'autre:

- *Une présentation de sensibilisation à la corruption.* Cette présentation montre comment la société indienne pourrait réaliser de grandes choses sans les limitations et contraintes imposées par une corruption omniprésente, pourquoi les indiens doivent lutter contre les causes de cette malfaisance et ses

conséquences, et en particulier les raisons pour lesquelles on doit cibler les dessous de table.

- *Le billet zéro Roupie.* Une discussion sur sa signification et le pouvoir qu'il donne aux citoyens face aux fonctionnaires vénaux, suivie par la distribution de billets aux participants.
- *Un concours facile.* Les chapitres d'étudiants organisent en général avant la visite des responsables du 5^{ème} Pilier, un concours où les étudiants écrivent des essais contre la corruption, et le nom des vainqueurs est annoncé pendant la soirée.
- *Présentation de la Loi sur le Droit à l'Information.* La législation est présentée dans les grandes lignes, ainsi que les moyens dont disposent les citoyens pour l'utiliser.
- *Campagne de recrutement.* Les participants sont invités à se joindre à la campagne – on leur demande s'ils seraient volontaires pour faire des présentations semblables à d'autres étudiants ou à d'autres groupes.
- *Exercices en petits groupes.* Les participants se divisent en groupes de cinq, et identifient des questions qu'ils veulent soit poser aux représentants du 5^{ème} Pilier soit auxquelles ils veulent répondre eux-mêmes. Chacun des groupes partage ensuite ses résultats avec l'ensemble des participants.
- *Serment.* Vers la fin de l'atelier, les étudiants sont invités à faire un serment de lutte contre la corruption. A l'unisson, ils déclarent: "je promets de ne jamais accepter de pots de vin ni de n'en donner à quiconque, et d'encourager, d'aider et de soutenir chaque citoyen indien à éliminer la corruption à tous les niveaux de la société."
- *Signature.* Une large bannière représentant un billet de zéro Roupie est alors déroulée et les étudiants affirment leur détermination à appliquer le serment en y apposant leur signature.

Les débats d'idées jouent un rôle central dans les initiatives destinées à la jeunesse. Le 5^{ème} Pilier se concentre sur trois thèmes et trois concepts. Le premier est *la liberté*. Les indiens ont su se débarrasser de l'oppression coloniale britannique mais ils sont toujours sous le joug de l'oppression de la corruption. Pendant un atelier au "Vellore Institute of Technology" (VIT) en avril 2010, Anand s'est adressé à l'auditoire avec ces paroles : « vous êtes les défenseurs de la liberté de l'Inde. Nous étions soumis à l'esclavage pendant 190 ans de colonisation britannique et maintenant nous sommes les esclaves de la corruption. » *Le patriotisme* est le second thème. Si les citoyens veulent démontrer leur amour de la patrie, ils doivent lutter contre la corruption. L'Inde ne peut pas atteindre son potentiel entier et la grandeur qui pourrait

être la sienne aussi longtemps qu'elle subit une corruption endémique. "Notre libération est dans nos propres mains" a déclaré Anand aux étudiants du VIT. Enfin, le troisième thème est celui du *changement*. A partir de la citation attribuée à Mohandas Gandhi "Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde," les ateliers du 5^{ème} Pilier mettent l'accent sur le fait que c'est le rôle de la jeunesse de changer l'Inde. Dans son discours au VIT, Anand exhortait les jeunes en déclarant: "Nous avons besoin de vous! Soixante pourcents de la population indienne a moins de trente ans. Si vous vous engagez maintenant, vous contribuerez à transformer le cours de l'histoire pour l'Inde en lui faisant prendre un tournant complet vers un avenir radieux!"

Dans les campus où il existe déjà un chapitre du 5^{ème} Pilier, les représentants du mouvement consacrent beaucoup de temps à préparer l'atelier au sein de leur groupe. Ensemble, ils rencontrent plusieurs enseignants ainsi que des hauts administrateurs de leur université, afin de s'assurer de leur appui et de collecter des informations sur la manière dont la corruption affecte le secteur de l'éducation. En parallèle aux ateliers, le 5^{ème} Pilier soutient l'établissement de chapitres dans davantage de campus, recrute sur les campus de nouveaux membres du mouvement et participe à plusieurs événements universitaires. Par exemple, en Mai 2011, les membres du mouvement avaient un rôle prééminent dans l'organisation du festival de gestion des technologies de l'Université SRM, en coopération avec l'administration et avec les étudiants de cette institution. Un rally contre la corruption fut organisé conjointement par le 5^{ème} Pilier, quelques autres organisations de la société civile, et par les étudiants. Le mouvement participa aux quatre journées du festival, contribua des idées et des intervenants aux panels, et recruta 150 nouveaux membres étudiants, rassemblant 500 nouveaux adhérents au bulletin d'information en ligne du mouvement, et s'engagea auprès des étudiants à revenir plus tard dans l'année universitaire, afin d'établir un nouveau chapitre sur le campus. "Nous voulons commencer une révolution silencieuse" confie Anand. L'objectif de long terme est que le mouvement "continue à grandir pendant dix à vingt ans" ajoute-t-il.

Tactiques nonviolentes

Depuis le lancement du 5^{ème} Pilier, l'équipe de Chennai qui en a formé le cœur a conduit régulièrement des tactiques nonviolentes, dont plusieurs ont été complémentaires à la campagne "Libérons nous de la corruption" et aux deux outils qui la fondent, l'utilisation de la loi sur le Droit à l'Information, et le billet de zéro Roupie. Parmi les tactiques nonviolentes utilisées, on compte:

- *Les chaînes humaines.* Deux fois par an, le 5^{ème} Pilier organise des actions de masse dans le quartier de Marina Beach à Chennai, mobilisant entre 500 et 1500 étudiants, des responsables d'organisations de la société civile, des scouts, des employés du Service National, des membres de la section jeunesse de la Croix-Rouge, et des citoyens. Le directeur exécutif du 5^{ème} Pilier, K. Banukumar, ancien fonctionnaire à la retraite, décrit ce rassemblement où les participants s'impliquent dans une grande variété d'activités, telles que de frapper dans la balle de la corruption et d'embrasser la balle de la lutte contre la corruption, ou encore de distribuer des tracts ou des billets de zéro roupie, de signer son nom sur de gigantesques bannières représentant un billet géant, et de faire le serment solennellement et à l'unisson de lutter contre la corruption.
- *Dharna.* Cette tactique nonviolente a une forte résonance culturelle et peut être décrite comme une "agitation pacifique". Elle peut prendre la forme de « sit-ins » qui ont été utilisés fréquemment par le mouvement pour le droit à l'information, mais aussi, comme le dit Banukumar, l'action de dharna peut être "une action de protestation nonviolente où des slogans sont repris en chœur à pleine voix." Par exemple, début 2009, un dharna a été organisé en face de la demeure du Gouverneur du Tamil Nadu. Il s'agissait de sauver la loi sur le Droit à l'information d'une tentative d'amendement qui l'aurait affaiblie, et afin d'exiger le remplacement d'un des commissaires notoirement corrompu, membre de la Commission sur l'Information, l'agence étatique responsable de l'application de la loi sur le Droit à l'Information.²⁴ Cette action retint l'attention des médias et en conséquence, celle du gouverneur. Une autre dharna avait pour objectif de lancer un appel direct au premier ministre du Tamil Nadu et à la Commission sur l'Information, afin d'accroître les sanctions pour les fonctionnaires corrompus et afin, encore une fois, de sauver la loi sur le Droit à l'Information.
- *Rassemblements de rue "éclair".* Des activistes du mouvement ou des étudiants de chapitres du 5^{ème} Pilier installent des tables au milieu d'une intersection très fréquentée par les passants et commencent à rassembler une foule de curieux, parlent pendant 10 minutes, distribuent des tracts et des billets de zéro roupie, puis se dispersent.
- *Collections de signatures.* Soit en tandem avec des dharnas ou à l'occasion d'autres actions nonviolentes, le 5^{ème} Pilier encourage les citoyens à poser leurs signatures sur les bannières représentant un billet de zéro roupie, en même temps que de signer des pétitions spécifiques contre des actes de corruption.

- *Commémorations.* L'ensemble des équipes responsables du 5ème Pilier, depuis l'organisation-mère jusqu'aux chapitres à travers tout le Tamil Nadu observe chaque année la date du 9 Décembre, journée internationale de l'action contre la corruption. Des actions de rues sont en général organisées pour commémorer cette occasion à Chennai, Cuddalore, Dharmapuri, Erode, Pondicherry, Madurai, Mannargudi, Tirunelveli, Tuticorin, Vellore, et Villupuram.
- *Coopérations et jumelages.* Le 5ème Pilier coopère souvent avec des services sociaux pour organiser des actions en milieu rural dans le Tamil Nadu, soit au travers des universités, soit avec l'assistance du Corps National des Cadets. Les étudiants adoptent un village pendant une semaine, auprès duquel ils s'engagent dans des services rendus à la communauté. Dans ces campements d'une semaine, des formations contre la corruption ont lieu dans les villages, organisés par des coordinateur du chapitre du district, ou par des responsables de l'organisation-mère du 5ème Pilier, venus de Chennai pour l'occasion.
- *Activités culturelles.* Le mouvement met en scène à Chennai des pièces de théâtre sur des thèmes de lutte contre la corruption. Des publics peuvent atteindre jusqu'à 1000 spectateurs, et comptent des supporters du mouvement, des bénévoles, et des citoyens ordinaires. Suhasini Maniratnam, une actrice et réalisatrice Tamil célèbre a joué une pièce à un personnage lors d'une soirée de levée de fonds, organisée à Washington D.C parmi la diaspora indienne. Le 5ème Pilier a également organisé des concours de poésie anti-corruption et les étudiants membres du mouvement ont monté des pièces dans des festivals et des programmes culturels dans leurs universités. Au printemps 2012, des étudiants de l'Institute du Film Digital de Chennai ont créé une vidéo anticorruption et une chanson célébrant l'action du 5ème Pilier.
- *Ligne de téléphone en numéro vert.* Dans les bureaux de l'organisation-mère à Chennai, le mouvement a mis en place un numéro vert qui permet à toute personne d'appeler afin de rapporter des cas de corruption, ainsi que de poser des questions et d'obtenir des informations.
- *T shirts et autres articles.* Outre les billets de zéro Roupie, le mouvement distribue dans certaines occasions et quand ses finances le lui permettent, des articles portant le logo du 5ème Pilier, tels que des T-shirts, des gourdes d'eau, des sacs réutilisables pour faire ses courses. Il produit également un manuel facile à lire sur la Loi de droit à l'information, et un pamphlet sur les procès-verbaux relatifs à la circulation automobile. Mettant en garde contre les pots-de-vin souvent attendus par les policiers ces pamphlets sont distribués dans la rue aux passants, dans les queues devant les magasins, et dans les mariages – grâce à des dons de personnes de la famille de la mariée ou du marié.

Les chapitres locaux et les branches régionales du mouvement, souvent formés par des jeunes, conduisent souvent leurs propres tactiques motivées et conçues par eux, comme l'explique Anand. Les actions sont marquées par la créativité et l'audace, car le niveau de stratification sociale et d'intimidation peut être bien plus élevé en milieu rural, où il y a moins d'anonymat qu'en milieu urbain. Certains chapitres ont mis sur pied des tables d'information dans les mariages et donnent des billets de zéro Roupie aux invités. T. Jayaselvan, l'administrateur des bureaux de Chennai, se rappelle qu'un coordinateur local distribuait des tracts à des gens qui faisaient la queue. Chaque lundi, le public peut soumettre des plaintes au fonctionnaire de district responsable de cette collecte. Ces plaintes peuvent être directement ou indirectement liées à la corruption: par exemple, des services publics extrêmement lents à obtenir, des difficultés à recevoir des pensions pour invalidité ou des retraites, et des questions relatives aux titres de propriété.²⁵ Alors qu'environ 200 citoyens victimes de tels manquements attendent leur tour, l'activiste leur remet des brochures et des billets de zéro roupies. Dans une autre agglomération rurale, une coordonnatrice a conduit une réunion publique dans la ville de Radhapuram, puis a lancé une procession le même jour vers Ooralvaimozhi, un village proche. Les activistes locaux ont parcouru dix-neuf kilomètres à pied en portant des pancartes, en distribuant des billets de zéro roupies, et en organisant une réunion publique, en encourageant les personnes assemblées à s'engager à faire le serment de lutter contre la corruption.

Sensibiliser le secteur privé et la société civile

L'équipe de bureau de Chennai offre souvent des présentations aux cadres supérieurs des entreprises, par l'intermédiaire des chapitres des Lions Club et Rotary Club à travers le Tamil Nadu et également à Bangalore (état du Karnataka). Elle utilise également son réseau de contacts au sein des chambres de commerce, en particulier le chapitre du Tamil Nadu de la chambre de commerce américano-indienne.²⁶ Le contenu de ces présentations est destiné à un public de la classe moyenne supérieure, d'entrepreneurs et de cadres d'âge moyen. Anand et ses collègues commencent toujours leurs présentations de la même manière qu'il le font avec la jeunesse, en expliquant comment la corruption est un obstacle majeur au développement de l'Inde, et à son statut international. Ils ciblent immédiatement le facteur de la peur, qui est prévalent dans le secteur privé. Les entreprises font face à toute sorte de malfaisance publique, depuis le niveau le plus bas jusqu'au plus élevé, où des hauts fonctionnaires de police peuvent les menacer de leur nuire si elles ne paient pas leur "dus". Les équipes du 5^{ème} Pilier encouragent les gens à partager leurs expériences et à exprimer leurs craintes de faire des démarches auprès des autorités en utilisant la loi sur le Droit à l'information, ou à exprimer leurs doutes que

le billet zéro Roupie ne soit pas un outil très efficace, ce qui donne lieu à des échanges très vifs entre les participants.

Les activistes de Chennai discutent également des impacts négatifs de la complicité de la classe moyenne avec la corruption. Anand explique: “les personnes qui peuvent se permettre financièrement de graisser la patte à un fonctionnaire corrompu affectent les centaines de gens qui n’en n’ont pas les moyens, et cette complaisance face à la corruption ne fait que renforcer ceux qui sont corrompus, et contribue à augmenter le prix des dessous de table qu’ils imposent.” Enfin, les activistes encouragent les participants à devenir membres du 5ème Pilier, et ils font un appel à leur générosité en leur demandant un soutien financier, ou des donations en nature telles que des équipements, ordinateurs, matériel d’impression, et services professionnels divers, ou encore des contacts avec d’autres entreprises et institutions, y compris des universités, afin d’accroître leur public et d’étendre la portée de leurs efforts de sensibilisation.

Comme pour les ateliers “Libérons-nous de la corruption”, les concepts utilisés sont centraux dans ces présentations. Le cœur du message est le suivant:

- Ceux qui veulent lutter contre la corruption, y compris les entrepreneurs et cadres de commerce, ne sont pas seuls dans cette tâche. Ils font partie d’un large mouvement [le 5ème Pilier] qui peut les aider et qui lutte à leurs côtés. “Ensemble, nous pouvons obtenir le changement.”
- Le secteur privé peut dire ‘Non’ à la corruption – grâce à des solutions simples et pratiques telles que les pétitions utilisant la loi sur le Droit à l’information et les billets de zéro Roupie.
- L’Etat est redevable à ses citoyens. Le peuple désigne des élus en situation de pouvoir et les employés gouvernementaux sont au service des citoyens et non pas le contraire.

Le 5ème Pilier recherche aussi des partenariats avec d’autres organisations de la société civile et des initiatives civiques contre la corruption – par exemple, “India Against Corruption” (l’Inde contre la corruption) et Transparency International India. “Notre modèle est de nouer des liens de partenariat avec des ONGs travaillant sur différents aspects du changement,” confie Anand. En Avril 2011, le 5ème Pilier organisa de manière jointe Transparency International India, à Delhi, le Sommet sur la Lutte contre la Corruption en Inde. En Août 2011, le mouvement organisa de nombreuses activités dans le Tamil Nadu, en solidarité avec l’activiste gandhien Anna Hazare et se joignit à sa mobilisation de masse au niveau nationale pour la loi sur le Jan Lokpal (le médiateur des citoyens) demandant la création d’une entité

indépendante pour la lutte contre la corruption, qui serait en charge de mener l'enquête dans les cas de corruption.²⁷ A Chennai, Coimbatore, Cuddalore, Erode, et Pallavaram, le 5^{ème} Pilier a organisé plusieurs jeûnes d'une journée, symbolisant la grève de la faim de Hazare, ainsi que des opérations de "jeûnes en relais" qui sont plus difficiles physiquement, et où des personnes font la grève de la faim pendant trois à cinq jours. La branche de Pondicherry a organisé des manifestations, et à Coimbatore, Anand a fait une grève de la faim pendant 12 jours, du 17 au 28 Août 2011, en solidarité avec Hazare. Ce fut ensuite le tour de Rajkumar Velu, qui était alors le directeur de la branche du 5^{ème} Pilier dans cette ville, ainsi que Kesavan, un membre du comité exécutif, qui commencèrent leur grève de la faim le 20 Août pour une durée de 12 jours. Deux manifestations de grande ampleur furent également organisées à Coimbatore pendant cette période. Synchronisée sur le début de la grève de la faim, un rally citoyen d'une journée fut organisé, incluant une cérémonie de serment anticorruption, des jeûnes symboliques, de la musique, et une soirée de vigiles à la lueur des bougies. Le 24 Août, environ 5000 étudiants venant de 36 universités formèrent une chaîne humaine de trois kilomètres sur chaque côté d'une route.²⁸ D'autres prirent part dans des jeûnes de 24 heures, et des activistes firent la collecte de signatures pour une pétition au premier ministre demandant la mise en application de la loi Jan Lokpal. L'équipe du 5^{ème} Pilier de Chennai et l'organisation "India Against Corruption" a rallié environ 6000 personnes pour une marche demandant la loi Jan Lokpal, le long de Marina Beach à Chennai, comme le décrit Anand. Des vigiles aux chandelles ont été organisés à la fois à Chennai et à Pondicherry.²⁹

Les caractéristiques du mouvement

Double identité du mouvement et thématiques

Le 5^{ème} Pilier à une nature double. D'une part, il s'agit d'un mouvement social, mobilisant la seconde vague historique de combattants de la liberté en Inde. Ce mouvement insiste sur la force du pouvoir citoyen de se libérer de la corruption, qui est un ennemi intérieur et non pas une force d'oppression étrangère. D'autre part, le 5^{ème} Pilier se présente comme une organisation qui est une ressource pour "l'homme moyen" (the common man) expression commune en Inde pour décrire le citoyen ordinaire – en particulier au travers des formations données ainsi que l'assistance aux personnes qui ont trop peur de faire ces démarches par eux-mêmes. "Nous voulons que les gens considèrent le 5^{ème} Pilier de la même manière qu'ils pensent à la Croix Rouge quand il y a des désastres naturels" comme l'exprime Anand. "Nous voulons qu'ils aient toute confiance en nous et soient assurés que pour ce qui est de la lutte contre la corruption il peuvent compter sur nous." Le type de discours

développé par le mouvement cultive un sens profond d'appartenance à une même collectivité, de sorte que chaque citoyen qui joint le mouvement s'en approprie le nom, la mission, les slogans tels que "Vous êtes tous le 5^{ème} Pilier. C'est votre initiative et nous vous soutenons à 100%"; "Le 5^{ème} Pilier – pourfendeur de la corruption"; "Le 5^{ème} Pilier – nous voulons une Inde débarrassée de la corruption"; "Soyez le changement – ensemble nous pouvons le faire" ; et "C'est à nous de reprendre notre liberté."

Les messages sont placardés partout, depuis le site web jusqu'aux affiches déployées lors des actions de rue, aux tracts, et au billet de zéro Roupie qui se retrouve dans toutes les poches, et qui existe dans plusieurs formats, les T-shirts, les gourdes, les bannières immenses sur lesquelles des centaines de personnes peuvent écrire leur signature en faisant serment de lutter contre la corruption. Cette lutte est également empreinte de patriotisme. Depuis les T-shirts aux vidéos et aux événements publics, le mouvement est porteur de deux messages cruciaux: l'Inde ne sera jamais capable de développer son potentiel complet et d'être une superpuissance mondiale tant qu'elle est victime de la corruption, et aimer l'Inde c'est se battre contre cette corruption omniprésente, à l'échelle individuelle en refusant de payer des pots-de-vin ou d'en accepter, et à l'échelle collective, en agissant ensemble afin "d'éliminer la corruption à tous les niveaux."

Le sens d'appartenance au mouvement se construit autour de deux types d'actions: les requêtes en droit à l'information et les billets de zéro Roupie, utilisés pour indiquer que l'on refuse les pots-de-vin. Grâce à une masse critique de gens impliqués dans ces actions, les deux méthodes ont permis à des citoyens ordinaires de s'engager dans des actes individuels de défiance. En même temps, ces actes les ont renforcés en produisant des résultats tangibles et visibles pour tous ceux qui en sont les auteurs, comme le prouve le nombre de fonctionnaires ou d'officiers de police qui se retiennent de demander des dessous de table.

Unité du mouvement

Pour le 5^{ème} Pilier, l'unité du mouvement est totalement liée au sentiment d'appartenance à la lutte. Le mouvement n'est pas une alliance d'organisations mais ce que Anand décrit comme une "coalition de citoyens", des bénévoles, des membres, des citoyens ordinaires qui, au travers du 5^{ème} Pilier, font des requêtes en droit à l'information, utilisent les billets zéro Roupie, et changent d'attitude par rapport à la corruption. En même temps, l'équipe de l'organisation-mère à Chennai reconnaît qu'elle doit impliquer de manière stratégique certains secteurs de la société, d'où sa décision de cibler particulièrement:

- *La jeunesse et les étudiants.* Il faut un changement générationnel d'attitudes et de pratiques pour faire baisser la corruption.
- *Le secteur privé.* Étant donné leur influence, et leurs liens avec les détenteurs de pouvoir, les entreprises rencontrent un type de corruption horizontale très fréquemment.
- *Les communautés rurales.* Sont victimes de la corruption de manière quotidienne
- *La diaspora indienne.* En vivant à l'étranger de nombreux expats indiens ont goûté à une vie sans corruption endémique et l'acceptent de moins en moins quand ils rentrent chez eux.

Jayaselman rapporte que les coordinateurs du 5ème Pilier organisent des réunions avec des organisations de terrain, basées à l'échelle communautaire, sensibilisant ces communautés sur l'utilisation des billets zéro Roupie et de la loi sur le droit à l'information. Le mouvement a travaillé en synergie avec d'autres initiatives civiques à la fois dans le Tamil Nadu et à l'échelle nationales, pour protéger l'intégrité de la loi sur le droit à l'information et pour appuyer l'adoption d'une forte loi anticorruption Jan Lokpal au Parlement.

Technologie digitale

Le site web du 5ème Pilier sert de multiples objectifs. C'est un centre qui offre des services aux citoyens pour toute action visant à faire décroître la corruption: informant sur la loi sur le droit à l'information et comment l'utiliser, vérifiant les coûts véritables des services publics, obtenant des informations sur les contacts des bureau de vigilance à travers l'ensemble du pays, distribuant des billets zéro Roupie et donnant des instructions sur leur usage contre les demandes de pots-de-vin. Le site sert aussi de plateforme digitale du mouvement pour cibler certaines catégories de constituants, y compris les citoyens ordinaires, les étudiants, les médias et la diaspora indienne à travers le monde. Il y avait 581510 visiteurs du site web au 1^{er} Juin 2012. Les vidéos anticorruption et les extraits de manifestations et événements sont postés à la fois sur le site du 5^{ème} Pilier et sur YouTube.

Selon Anand, le mouvement a également un blog et 45000 personnes font partie de sa liste d'emails, et leurs groupes Facebook existent en plusieurs langues parlées à travers le pays. Facebook offre un forum en ligne pour les discussions. Les membres peuvent y poser les problèmes qu'ils rencontrent, y partager les récits de succès contre la corruption, ou rapporter des incidents où ils ont été victimes ou témoins de corruption. Enfin Facebook rend la communication et l'échange d'information très efficace entre tous les chapitres. En juin 2012, il y avait environ 18 000 à 20 000 membres Facebook au total. Les outils de communication et d'information sont

entretenus et développés par des bénévoles, à l'exception d'un seul membre du staff qui est payé pour son travail à temps partiel sur le site web. Comme l'explique Anand, "Certaines personnes sont les "propriétaires" de chacun des outils en ligne." Par exemple, un membre du cercle de direction, basé à Washington DC, est en charge du blog et la version en ligne de la publication *Change* (le changement).

L'équipe de Chennai s'est également engagée dans un partenariat avec kiirti.org, « une plateforme technologique qui permet de collecter et d'agréger des questions de gouvernance par téléphone, SMS, email et internet. » Le programme vise à créer un outil digital qui fournit aux citoyens des méthodes multiples et à moindre risque à travers lesquels on peut poster des cas de corruption et de mauvaise gouvernance. Cependant, malgré tous ces efforts, cette initiative n'est pas parvenue à décoller. Anand explique que la raison en est un manque de fonds pour faire fonctionner la plateforme, un manque de bénévoles ayant les compétences digitales nécessaires, et qui sont déjà submergés par d'autres tâches, et également les limitations dues à l'infrastructure d'internet. Au même moment, une autre plateforme a été lancée par Janaagraha, une organisation civique à Bangalore, avec un but semblable: ipaidabribre.com, qui a bien démarré en Inde et inspire de nouvelles applications dans des pays à travers le monde.

Direction et organisation du mouvement

Afin d'opérer en Inde, le 5^{ème} Pilier a un statut légal d'une entité enregistrée à New Delhi, avec les bureaux de son QG à Chennai.

La stratégie d'ensemble et les décisions sont prises par un comité exécutif de 12 personnes. Ses membres communiquent et échangent par email et médias sociaux (par exemple Skype, Google groups, et appels par vidéoconférence) et prennent des décisions de manière unanime en général. Il y a au total six employés à temps plein, quatre à Chennai et deux à Coimbatore. Ils s'occupent de la gestion et de l'administration générales, des activités relatives à la loi sur le Droit à l'Information, de la campagne Libérons-nous de la Corruption, des opérations de levée de fonds, et de la coordination des chapitres locaux du 5^{ème} Pilier. Toutes les autres personnes actives dans l'organisation sont des bénévoles.

Au cours du temps, le mouvement a développé un processus de recrutement de coordonnateurs locaux. Les candidats doivent d'abord devenir membres et être impliqués dans des activités locales. Après que les performances de cette personne ait été observées par un des employés de l'organisation-mère, cette personne peut être invitée à devenir un coordinateur local. "On leur dit de venir, de donner leur temps comme bénévole, et qu'on les évaluera dans six mois" explique Anand. Ceux

qui sont invités à devenir des coordinateurs locaux doivent aussi passer par une formation avant de pouvoir être les porte-paroles du 5^{ème} Pilier. L'équipe de Chennai organise des ateliers en art oratoire pour les bénévoles.³⁰ Elle organise également un grand évènement une fois par an, réunissant tous les coordinateurs locaux, et qui coïncide stratégiquement avec une vaste opération de sensibilisation du public, donnant lieu à une large couverture médiatique. De nombreuses activités sont organisées pendant cette journée, à laquelle le public est invité. Le 5^{ème} Pilier fait venir des invités spéciaux, y compris des activistes anticorruption d'autres régions de l'Inde, ou même d'autres pays. En 2008 un des invités était une activiste venant de Mumbai, connue pour son action ciblant la corruption dans la police.

Les branches nationale et internationale du 5^{ème} Pilier, aussi bien que les branches de districts locaux ou des chapitres "Étudiants contre la corruption" agissent de manière autonome. Il en résulte que certaines branches et chapitres sont plus actifs que d'autres. "Ils décident ce qu'ils veulent faire, et le bureau de Chennai du 5^{ème} Pilier les soutient dans leur action," explique Banukumar.³¹ Ce soutien peut comporter l'organisation d'ateliers dédiés à l'utilisation de la Loi sur le Droit à l'Information, ou bien la coopération à des évènements ou à des actions de rue, ou encore à des partenariats pour une mobilisation coordonnée impliquant des chapitres multiples, des levées de fonds, et la distribution de billets ou d'autres objets portant des logos ou messages anticorruption. Comme se le rappelle Anand, "au début, nous voulions des règles strictes et des politiques précises pour les chapitres locaux, parce que d'autres ONGs avaient eu des problèmes avec des employés ou des coordinateurs qui avaient mis en péril la réputation de leur organisation." "Mais avec le temps, les gens qui rejoignaient le 5^{ème} Pilier semblaient différents de ceux qui vont travailler pour des ONGs pour des buts personnels, ce qui est souvent le cas en Inde."

Le mouvement est composé de membres dont la plupart sont des bénévoles actifs, qui doivent tous faire le serment anticorruption du 5^{ème} Pilier et le signer. Pour les citoyens indiens, l'adhésion coûte 200 Roupies pour les nouveaux membres et 100 Roupies pour le renouvellement annuel. Certains membres qui ont très peu de moyens financiers peuvent devenir membres gratuitement. Les indiens non-résidents, expats à l'étranger, paient une adhésion de 50 US\$. En Juin 2012, l'organisation comptait plus de 1500 membres. Les citoyens sont recrutés au travers d'une myriade d'activités et d'actions de rue, ou bien par recommandation de membres, par le bouche à oreille, ou par le site web ou la couverture médiatique. Anand estime qu'environ 75000 à 80000 personnes étaient plus ou moins affiliées à l'organisation à l'été 2012.

Le mouvement est financé au travers de donations, des adhésions (bien que leur montant soit modeste), des contributions en nature, de la publicité dans le magazine du mouvement, *Maattram* (Change) et également, dans les premières années, par les économies personnelles d'Anand. Le défi financier est constant et sans cesse à relever. Sans doute parce qu'Anand lui-même faisait partie de la diaspora indienne, il reconnaît le rôle potentiel qu'elle pourrait jouer dans cette initiative civique dans le pays d'origine. D'où l'importance de faire participer les non-résidents indiens, ce qui a été une priorité du mouvement dès le départ, et dès l'établissement de la branche internationale du mouvement à Washington. Ce bureau s'occupe de la levée de fonds, du réseautage et de la communication dans la diaspora indienne, et de la dissémination de messages de sensibilisation à la corruption et aux actions de lutte contre ce fléau. "Les indiens expat sont plus motivés pour soutenir et financer le 5ème Pilier, leur niveau de confiance dans les résultats positifs de la lutte contre la corruption est plus élevé, car ils vivent dans un pays développé," suppose Anand. Ils sont aussi sans doute moins vulnérables à des représailles provenant de personnes corrompues.

Dans les années qui suivirent, de nouveaux chapitres ont été formés à Basel, Eindhoven, Dubai, New York, et au Royaume-Uni. Chaque groupe de non-résidents décide de ce qu'il veut faire. Le groupe d'Eindhoven par exemple, a mobilisé ses contacts pour créer un nouveau chapitre local dans l'état d'Uttar Pradesh. Le groupe des Etats-Unis a rejoint la Marche Globale Dandi II, une mobilisation de la diaspora qui a organisé des actions de rue le 26 Mars 2011, en conjonction avec des activités ayant lieu en Inde pour soutenir la loi anticorruption Jan Lokpal. Cette marche était inspirée de la Marche Dandi de 240 kilomètres, organisée par Gandhi en 1930 contre l'impôt britannique sur le sel.³² Le groupe de Washington organisa une marche et un dharna en face de l'Ambassade de l'Inde.

Solidarité et rayonnement

Le 5ème Pilier n'a pas cherché le soutien de célébrités, et ce faisant a manqué une source potentielle de couverture médiatique, d'exposition au public et de solidarité. Cependant, une des célébrités qui a publiquement soutenu le mouvement est l'actrice Maniratnam, qui se considère comme "une amie du 5ème Pilier." Une vidéo sur internet, où elle souhaite au 5ème Pilier toute la réussite possible, avait été visionnée plus de 12465 fois au 11 Octobre 2013, plus que toutes les autres vidéos du mouvement, que ce soit sur le site web du mouvement ou sa chaîne YouTube.³³

Le 5ème Pilier n'a pas de stratégie de communication bien déterminée. Au cours du temps, l'organisation a essayé de maximiser les canaux à travers lesquels elle peut

relayer ses messages, étant donné ses modestes ressources. En avril 2010, un coordinateur Tamil des médias a été recruté pour développer des stratégies de communication au regard de la presse écrite et des médias de l'audiovisuel, et qui est également l'éditeur du magazine mensuel du mouvement. Anand rapporte qu'il se charge personnellement de la communication avec les médias internationaux, avec l'aide de Shobila Kali, qui dirige le bureau de Washington du mouvement. Ils ont reçu une couverture médiatique conséquente de la part de journaux indiens tels que *The Hindu* ainsi que les magazines *The Economist* et *National Geographic*. Anand est le visage du mouvement au niveau international. Il a été un intervenant à la Quatrième Conférence des Etats-Parties de la Convention des Nations Unies contre la corruption, et à la quatorzième Conférence Internationale Anticorruption.³⁴ Dans le domaine digital, il a été un des intervenants à Pop Tech 2010, a donné deux TEDtalks, TEDxVelemaal le 9 Février 2010 et TEDxLeeds le 12 Février 2012.

Le magazine *Maattram* est imprimé chaque mois et est disponible en ligne. Lancé en Mai 2009, son objectif affiché est de "faire partager au peuple les activités de l'organisation; de faire prendre conscience à ceux qui profitent de la corruption qu'il ne leur est plus possible d'obtenir des dessous de table; de créer la confiance parmi le peuple que l'on peut tout faire sans avoir besoin de pots-de-vin."³⁵ Environ 60 à 70 pourcents du contenu est de l'information, depuis les explications pour savoir comment dire non à la pression de la corruption jusqu'aux nouvelles couvrant les arrestations d'officiels convaincus de corruption, ainsi que des nouvelles des succès remportés par l'utilisation de la Loi sur le droit à l'information, et l'usage des billets de zéro Roupie, des annonces d'activités à venir, et des informations générales sur l'adhésion au mouvement ou sur comment former un nouveau chapitre. Une section spéciale pour les étudiants contient des rapports des coordinateurs de chapitres, de la poésie au sujet de la corruption, et des interviews avec des nouveaux membres étudiants. Enfin, le magazine offre une innovation, un guide expliquant étape par étape comme interagir avec les différents bureaux des services du gouvernement pour des procédures communes telles que l'enregistrement d'une propriété récemment acquise, ou l'obtention de titres de propriétés sur un lopin de terre ou l'obtention de carte alimentaire. Une tentative de magazine en ligne et en anglais, *Change*, n'a finalement pas pu être maintenu faute de fonds, et a été discontinué en février 2011. Anand a rapporté qu'au printemps 2012, un membre du mouvement s'est porté volontaire pour traduire gratuitement *Maattram* en anglais pour tous les membres sur la liste d'emails qui ne parlent pas le Tamil.

Le nouveau projet du 5ème Pilier est une émission TV de 60 minutes à la plus grande heure d'écoute, sur la chaîne Makkal TV, une des plus populaires en langue Tamil. *Vizhithozhu Thamizha* (Réveillez-vous, les Tamiliens) est une émission qui a eu lieu tous les dimanches pendant six mois, de Septembre 2013 à Février 2014.

D'après le site web du 5^{ème} Pilier, chaque programme couvre "un secteur du gouvernement ou un type de gouvernance, les procédures que les citoyens devraient connaître, le coût véritable de chaque service ou certificat, les détails des démarches à suivre pour porter plainte en cas de corruption ou de délai injustifié pour obtenir un service public."³⁶ On y trouve des panels d'experts et d'officiels du gouvernement répondant à des questions et des commentaires du public. Conçu comme outil donnant aux citoyens le pouvoir de l'information juste et des conseils pertinents, le programme, bien que pas exactement un *jan sunwai*, offre le potentiel de donner du plus de poids à la pression sociale et à renforcer la mise en responsabilité des détenteurs de pouvoir en leur demandant des comptes en direct, et sous le regard du public.

Résultats

Le billet de zéro Roupie, une arme anticorruption

Le 5^{ème} Pilier encourage les gens à partager leurs histoires quant à leur usage du billet de zéro Roupie. Anand rapporte qu'ils ont reçu des centaines de lettres, d'appels téléphoniques et d'emails avec des résultats positifs, mais qu'il est impossible de suivre la circulation de cette pseudo-monnaie. Pour le moment ils n'ont que des anecdotes comme preuve du pouvoir de cette arme anticorruption mais Anand déclare avec confiance qu'ils n'ont reçu aucun rapport dans lequel l'officiel ne se soit pas immédiatement radouci devant le billet qui lui est tendu.

La victoire au bout du billet zéro Roupie

La voiture de M. Ashok Jain avait été ramassée et envoyée à la fourrière de Chennai. Quand il se rendit au commissariat de police C1, on lui demanda de payer 800 Roupies d'amende. Il était prêt à payer à condition d'avoir un reçu en retour, ce que les policiers ne voulaient pas lui donner. Après beaucoup de débats ne menant nulle part, il appela son ami Vinod Jain. Quand Vinod vint au commissariat et se rendit compte de la situation, il sortit un billet de zéro Roupie et le tendit aux policiers qui demandaient le dessous de table. Ceux-ci, voyant qu'il faisait partie de l'organisation 5^{ème} Pilier, ne posèrent plus aucune question et simplement demandèrent le prix de l'amende de 150 Roupies, en lui donnant immédiatement le reçu. Le billet de zéro Roupie rappelle aux citoyens que l'organisation est prête à les soutenir dans les situations les plus délicates, et les motive à rester ferme et à ne pas céder face à des représentants corrompus des autorités.

Une de ces histoires se rapporte au cas que nous avons évoqué plus haut d'une vieille dame qui avait des problèmes avec un fonctionnaire du département des impôts au sujet d'un titre de propriété. A bout de nerfs en raison des demandes incessantes de pots-de-vin de la part de

ce fonctionnaire, cette dame lui tendit un jour un billet de zéro Roupie. Il fut interloqué. De la manière la plus normale du monde, il se leva, offrit à la dame du thé, et lui donna titre qu'elle attendait depuis un an et demi sans succès. Si seulement elle avait pu avoir connaissance du billet zéro Roupie plus tôt, cela lui aurait gagné un temps précieux et aurait permis à sa petite-fille d'aller à l'université au lieu d'attendre deux ans avant de pouvoir finalement entamer ses études supérieures.

Dans un autre cas, le fonctionnaire vénal dans un district de Tamil Nadu fut pris d'une si forte panique à la vue du billet de zéro Roupie qu'il rendit tout l'argent qu'il avait collecté en dessous de table pour faire installer une nouvelle connexion électrique au citoyen qui refusait désormais de se laisser faire.

Source: “des histoires de victoire contre la corruption (success stories)” Site web du 5^{ème} Pilier, <http://www.5thpillar.org>.

Anand explique que les corrupteurs comptent sur la peur qu'ils inspirent aux gens. “Quand les citoyens leur font face de manière nonviolente et en toute défiance – et en étant soutenu par une initiative civique citoyenne – alors c'est à leur tour d'avoir peur, parce que la corruption est un crime.” Les fonctionnaires qui sont poursuivis pour corruption sont sévèrement sanctionnés, suspendus de leur postes, condamnés à payer de lourdes amendes, et parfois même à de la prison. Le site web du 5^{ème} Pilier, le magazine *Maattram*, ainsi que les brochures et le blog, diffusent largement ces histoires qui sont autant de succès pour le mouvement.

Un informaticien qui recrutait du personnel pour son entreprise à Coimbatore commença à utiliser le billet de zéro Roupie chaque fois qu'il devait avoir affaire avec une agence gouvernementale. Il se trouva une fois dans une situation où le fonctionnaire des impôts refusait de s'occuper de son cas s'il ne s'acquittait pas du paiement de “frais” de 500 Roupies. Il se souvient qu'à ce moment-là: “je sortis de ma poche le billet de zéro Roupie qui de me quittait jamais. Elle prit peur et ne voulut pas le prendre. Elle s'activa pour régler mon affaire immédiatement en disant qu'elle était désolée et en me priant de ne pas ébruiter cet incident.”³⁷

Un des usages du billet de zéro Roupie que personne n'avait anticipé est celui qui en a été fait par les fonctionnaires honnêtes. Anand rapporte que de nombreux fonctionnaires ont encadré le billet au mur afin qu'il soit bien visible et qu'il signale aux gens que dans ce bureau, il ne seront pas extorqués et qu'ils ne doivent même pas penser à proposer un dessous de table.

Le levier d'action représenté par la Loi sur le Droit à l'Information

L'équipe de Chennai partage largement toutes les histoires individuelles qui sont des victoires sur la corruption mais "il y a plusieurs difficultés pratiques à faire le suivi pour tous les cas," confie Jayaselvan. Cependant, le 5^{ème} Pilier peut faire le bilan de toutes les requêtes qui ont été enregistrées par l'organisation au titre de la Loi pour le Droit à l'Information, et pour le bénéfice de citoyens. Anand rapporte que 90% des cas qui ont été gérés par le mouvement se sont "conclus de manière satisfaisante." Voici deux exemples qui illustrent non seulement le pouvoir de la loi sur le droit à l'information, mais encore la myriade de façons dont la corruption endémique est liée à l'impunité et au mépris de la règle du droit au niveau local, et à son impact sur les citoyens ordinaires.

Victoires individuelles et Victoires progressives

Chaque fois que la corruption est enrayée grâce au billet de zéro Roupie ou au processus de pétition au titre de la loi sur le droit à l'information, une victoire visible symbolisant une rectification tangible de la justice est remportée par une personne ou une communauté. Il peut s'agir de services gouvernementaux ou de documents auxquels ils avaient droit, ou bien de l'application de la règle de droit dans les affaires locales ou encore à la mise en responsabilité d'autorité de l'état – chaque victoire rend aux citoyens et aux communautés le pouvoir citoyen qui est le leur et les propulsent à entreprendre encore plus d'actions. Par exemple, après avoir contacté le 5^{ème} Pilier, un ingénieur en informatique à Chennairegistra une requête au titre de la loi sur le droit à l'information afin d'obtenir le remboursement du surplus d'impôts qui lui était dû depuis trois ans. Le succès qu'il remporta le rendit encore plus courageux et il décida d'utiliser à nouveau cette loi pour obtenir des informations sur les raisons du délai dans la construction d'une route juste à l'extérieur de son bureau. "A sa grande surprise, la route fut posée et terminée dans les jours qui suivirent le dépôt de sa pétition," rapporte Anand. Qui plus est, cet homme s'impliqua alors dans le mouvement. Il commença comme bénévole en tant que coordinateur des relations publiques et fit la publicité du 5^{ème} Pilier auprès de ses collègues et amis. "Il travaille toujours dans la même compagnie mais a été muté au Japon, mais reste malgré tout en contact et continue d'utiliser la loi sur le droit à l'information régulièrement depuis le Japon, en profitant du fait que les outils en ligne ainsi que de l'équipe du QG de Chennai," ajoute-t-il.

Vente illégale de propriété par le moyen de documents falsifiés,
découverte grâce à une pétition en droit à l'information

Samuthiraraj, un habitant du village Karisalkulam dans le Kovilpatti Taluk , district de Tuticorin, avait été dépossédé de sa propriété familiale par des escrocs, avec la complicité d'un fonctionnaire corrompu, Rajendran, qui apparemment avait enregistré de faux documents et vendu le bien à une autre personne. Des crimes semblables avaient été commis avec une dizaine d'autres personnes du même village et de son voisinage. Samuthiraraj et les autres victimes étaient allés se plaindre à l'officier responsable du registre du district, ainsi qu'à celui responsable du sous-registre pour le village de Kovilpatti Taluk, leur demandant de rectifier ces malfaisances et de rendre les propriétés à leurs propriétaires légitimes. Leurs requêtes furent ignorées car ces fonctionnaires hésitaient à entreprendre une action contre leur collègue Rajendran qui venait de recevoir une promotion en tant que responsable du registre pour toute la région du Periyakulam. Samuthiraraj, qui venait juste d'entendre parler du 5ème Pilier, nous demanda de l'aide pour résoudre cette affaire. Le bureau de Chennai lança une requête au titre de la loi sur le droit à l'information au nom de la victime, Samuthiraraj, le 12 Janvier 2010. Les faux documents et la vente de la propriété furent annulés le 1^{er} Février 2010. Non seulement Mr. Samuthiraraj, mais encore tous les dix autres villageois virent les faux documents qui les avaient lésés être annulés. C'est une victoire remarquable pour la loi sur le droit à l'information en elle-même. Nos coordonnateurs continuèrent la procédure et firent réinstaurer les documents aux noms de leurs propriétaires légitimes, en guidant ceux-ci par leur conseil, dans les étapes suivantes à suivre. Ces incidents ont renforcé la motivation des résidents du village et instauré la confiance dans la loi sur le droit à l'information. Le seul élément négatif de cette histoire consiste dans le fait que ceux qui avaient acheté sur la base de faux documents ont été lésés, autant que les propriétaires qui ont été dépossédés de leur bien, alors que l'intermédiaire qui a profité de cet abus s'est volatilisé dans la nature.

Source: "des histoires de victoire contre la corruption (success stories)" Site web du 5ème Pilier, <http://www.5thpillar.org>.

L'équipe de Chennai a compris que le changement ne surviendrait pas du jour au lendemain. Des victoires progressives permettent de construire le chemin vers une transformation profonde des systèmes de corruption. Pour le 5ème Pilier, ces petites victoires sont essentielles, car elles apportent des changements visibles à l'échelle locale. Anand se souvient d'un cas où un coordinateur de district, Adhi Narayanan, compara dans un tableau les frais réels pour des services gouvernementaux aux prix demandés par les fonctionnaires corrompus, pour les mêmes services. Il fit 1000 copies de ce tableau et les distribua sous forme de tracts à l'extérieur du Bureau Régional des Transports, qui est responsable de la remise des permis de conduire, de l'enregistrement des véhicules, des permis et des certificats validant la bonne

marche des véhicules. Le commissaire de ce bureau l'appela pour un entretien, lui demanda d'arrêter la distribution de tracts et lui dit de faire une requête formelle et officielle au Département Régional des Transports du Tamil Nadu. Narayanan lui répondit qu'il voulait précisément attirer l'attention sur ce que tout le monde savait, et sur le fait que c'était à lui, le commissaire, de faire quelque chose pour mettre un terme à ces agissements. Le résultat de cet action fut remarquable. Les citoyens ordinaires furent invités à entrer directement au Bureau Régional de Transport dont l'accès leur était autrefois interdit car seul des intermédiaires (les "brokers") pouvaient faire les demandes - une pratique illégale mais fermement établie. De plus, les citoyens disposaient désormais de toute prérogative nécessaire pour remplir et soumettre les formulaires et interagir directement avec les fonctionnaires.

Au fur et à mesure que le 5ème Pilier s'est développé, il commença à recevoir des rapports anonymes et même des fuites concernant la corruption d'État. Cette information provenait probablement de lanceurs d'alertes à l'intérieur du système qui avaient peur de révéler au grand jour les procédés vénaux. L'équipe de Chennai menait alors l'enquête et lorsque les agissements visiblement malhonnêtes étaient mis en évidence, elle entamait des démarches telles que des pétitions selon la loi de droit à l'information. En agissant de la sorte, la personne responsable des malversations savait que sa corruption n'était plus un secret et que tout avait été révélée par une fuite. Cela eut pour effet d'effrayer la personne en question, et de mettre un coup d'arrêt à ses activités illicites - par exemple, dans sa manière de traiter des contrats - afin d'éviter les sanctions.

Une source d'inspiration à l'échelle mondiale

Les stratégies et activités du 5ème Pilier n'ont cessé d'attirer une attention croissante de la part de nombreuses institutions à travers le monde. En Novembre 2013, des hauts représentants de la Commission Malaisienne AntiCorruption ont visité le QG du mouvement à Chennai au cours d'une session d'échange d'information et pratiques relatives à l'usage du billet de zéro Roupie.³⁸ Anand a rapporté que l'équipe de l'Alliance de la Jeunesse en Amérique Latine ainsi qu'une organisation de la société civile Ghanéenne ont contacté le 5ème Pilier au sujet de ce célèbre billet. Mariam Al-Ariqi, une jeune activiste Yéménite, fut l'une des entrepreneuses sociales lauréates d'un prix à la Conférence Internationale Anti-Corruption en 2012. Avec d'autres jeunes, elle a lancé une campagne pour distribuer 5000 billets de "riyals honnêtes" dans les écoles et universités.³⁹ En 2007, une ONG népalaise anticorruption, Pro Public, imprima sa propre version du billet zéro monnaie.⁴⁰

Analyse de cas

Noncoopération

Le tenant Gandhien de non-coopération avec les oppresseurs est au coeur des stratégies et des tactiques du 5ème Pilier. Les thèses de Gandhi s'appliquaient à l'origine au gouvernement colonial d'occupation. Le 5ème Pilier a élargi cette stratégie. Les systèmes de corruption ne peuvent plus fonctionner comme si de rien n'était à partir du moment où les gens refusent de se soumettre à cet ordre des choses. Dans le contexte des pots-de-vin, les comportements à changer consistent à exiger des pots-de-vin et, du côté du public, à les offrir, à les payer en silence, et à fermer les yeux sur de telles pratiques illicites. Quand des citoyens ordinaires renoncent à la corruption et n'acceptent plus d'acquiescer aux demandes des corrupteurs, le système ne peut plus fonctionner. Le 5ème Pilier a commencé ce processus et cherche à construire un mouvement national de non-coopération qui réunit des citoyens qui disent non à la corruption quotidienne. Cette approche s'incarne dans le serment anticorruption qui est la signature du mouvement, où l'on s'engage "à ne pas accepter ni à donner de dessous de table."

La stratégie de non-coopération du mouvement s'exprime au travers des méthodes d'usage du billet de zéro Roupie et de pétitions relatives à la loi sur le droit à l'information. Ces deux outils - l'un extra-institutionnel, l'autre institutionnel - donnent le pouvoir aux citoyens de résister aux extorsions, de perturber le status quo corrompu, et de surmonter les abus de pouvoir et l'impunité. Le 5ème Pilier cherche à étendre à l'usage de ces deux tactiques en actions nonviolentes de masse. Ce qui est unique au sujet de ces tactiques c'est qu'elles peuvent être menées individuellement dans des circonstances diverses plutôt que de donner lieu à des actions de masse coordonnées de manière synchronisée. Néanmoins, chaque action individuelle est soutenue par le pouvoir du nombre et de la masse critique émanant du 5ème Pilier et de ses milliers de membres, de bénévoles et de concitoyens qui forment le mouvement.

Le mouvement conduit une large palette d'initiatives en tandem, y compris la campagne des étudiants "Libérons-nous de la corruption" et des actions de rue destinées à sensibiliser le public et à gagner son soutien. Anand et l'équipe de Chennai ont identifié, au delà du grand public, des catégories clé à cibler dans la société et à impliquer dans le mouvement - notamment les étudiants et la jeunesse en général, les populations rurales pauvres, et le secteur privé.

Approche holistique

Le Mouvement prend une approche globale du changement social basée sur les éléments suivants:

- *La sensibilisation du public* est partie intégrante de toutes les activités du 5ème Pilier. Son rapport annuel de 2011 déclare: “Nous envisageons les campagnes de sensibilisation comme un moyen de réduire l’apathie des citoyens face à la corruption et par là, à éduquer le public général aux moyens par lesquels il peut combattre la corruption.”⁴¹
- *Les valeurs relatives à l’intégrité (ou à son absence) et les comportements face à la corruption* sont ciblés autant que les pratiques illicites.
- *Le changement générationnel* est une condition nécessaire à la réalisation d’une transformation systémique profonde. C’est la raison pour laquelle le 5ème Pilier a pris la décision stratégique de cibler la jeunesse. “Davantage d’innovations et d’idées pratiques orientées vers les résultats proviennent de la jeune génération,” fait remarquer Anand. De plus, les jeunes sont généralement moins englués dans une certaine manière de considérer les choses que les générations précédentes. “Les étudiants, à cause de leur enthousiasme, sont immédiatement prêts à accepter une nouvelle façon de penser et de considérer la corruption,” comme l’explique Banukumar. En outre, la jeunesse peut influencer les générations anciennes. Enfin, les étudiants sont les futurs détenteurs du pouvoir, ils peuvent devenir soit les champions de l’intégrité ou de la corruption. “Les étudiants d’aujourd’hui seront dans dix ans des bureaucrates et des politiciens,” observe Anand. “Si nous pouvons avoir un impact sur eux maintenant, c’est 50% de corruption en moins dans 10 ans, et dans 20 ans, c’est 100%.” Ainsi, le 5ème Pilier cherche à transformer les comportements des gens avant que ceux-ci aient des postes de responsabilité. A travers cette approche, il connecte le présent et l’avenir dans la lutte.
- *Les changements de comportement* sont recherchés à la fois chez ceux qui profitent de la corruption et chez ceux qui en sont les victimes.
- *Des victoires progressives* sont réalisées à des niveaux multiples, depuis des actes individuels de non-coopération (via les billets de zéro Roupie) et des actes perturbateurs du status quo (via les pétitions au regard de la loi sur le droit à l’information), jusqu’aux victoires du mouvement comme la dénonciation de la corruption exposée par les sonneurs d’alertes et les campagnes de sensibilisation et de mobilisation de masse.

Autres résultats plus intangibles

Une des caractéristiques clés du 5ème Pilier est de créer des synergies. Le recrutement, les méthodes d'action nonviolente qui forment sa signature, les tactiques, et les messages et slogans de l'organisation fonctionnent tous en harmonie les uns avec les autres de telle sorte que le mouvement est plus grand que la somme de toutes ses parties. Prenons par exemple la campagne Libérons-nous de la corruption. En même temps que le 5ème Pilier a pour objectif de long terme de construire une culture d'intégrité parmi les décideurs et fonctionnaires de demain, le mouvement a également des objectifs de court-terme. Il encourage les jeunes à utiliser les billets de zéro Roupie, à faire des pétitions utilisant la loi sur le droit à l'information, et à former d'autres concitoyens. Pendant les activités générées par ces campagnes, le mouvement recrute des membres et facilite l'établissement de nouveaux chapitres dans les universités, et ce faisant, renforce les bases de la croissance et de la longévité du mouvement. En ce qui concerne les générations actuelles d'adultes, la stratégie est de les renforcer dans leurs capacités à résister à la corruption, par l'usage du billet zéro Roupie, de la loi sur le droit à l'information, et grâce au soutien du 5ème Pilier et à la solidarité de tous ses membres, ce qui consiste en une force de sape du système de corruption.

Chaque tactique utilisée est reliée à d'autres tactiques. Par exemple, les actions de rue incluent toutes systématiquement une distribution de billets zéro Roupie et de tracts encourageant les gens à contacter le 5ème Pilier et à enregistrer des pétitions au titre de la loi sur le droit à l'information. Des ateliers sont offerts au public à cet égard, pour les aider à utiliser cette loi de manière efficace, ainsi que pour les former à l'usage du billet de zéro Roupie. Toutes les actions du 5ème Pilier comprennent aussi une signature collective de toutes les personnes présentes de bannières immenses en forme de billet de zéro Roupie. Le serment anticorruption effectué collectivement par les étudiants, les bénévoles et les membres est le même que celui fait par les citoyens lorsqu'ils posent leur signature sur la manière de la pseudo-monnaie. Tous les objets vendus au bénéfice du mouvement tels que les T-shirts, les affiches, les gourdes, portent également l'image du billet zéro Roupie. Les messages clés du mouvement - qu'ils soient des slogans de dharna, des présentations ou des vidéos en ligne - évoquent tous la liberté, le patriotisme, et le pouvoir collectif du peuple. Toutes les composantes du mouvement ont donc pour résultat de travailler ensemble et en synergie, d'être complémentaires et de se renforcer l'une l'autre, pour former une dynamique qui permet au mouvement de maximiser les ressources précieuses que sont le temps, les moyens financiers, et les opportunités de multiplier les impacts du mouvement le plus efficacement possible.

Le 5ème Pilier maintient délibérément un équilibre entre les messages positifs, visant à créer un avenir meilleur dans l'intégrité et l'honnêteté, et les messages négatifs

ciblant les malversations et les conséquences destructrices de la corruption,. Ces deux composantes définissent des tactiques nonviolentes diverses. Quand il s'agit de dénoncer la corruption, le groupe n'a pas froid aux yeux et utilise un langage très explicite accompagné d'images chocs et d'actions symboliques, comme de se défouler en frappant dans la balle de la corruption. Cependant, pour contre balancer de manière positive et constructive, le groupe propose également des actions symboliques renforçant des affirmations positives, accompagnées d'actions symboliques, comme d'embrasser la balle de l'honnêteté. Dans toutes les actions et les manifestations du mouvement, Anand et ses collègues activistes répètent le message que mettre fin à la corruption et regagner sa liberté d'action n'est en rien une recherche de revanche ou de vengeance contre des individus qui ont profité de cette corruption. En cela, l'approche du 5ème Pilier met en lumière une des composantes essentielles de la philosophie nonviolente de Martin Luther King, qui lui-même s'était inspiré d'un concept-phare de Gandhi, à savoir que les moyens employés sont absolument déterminants dans l'avènement de la fin à laquelle on aspire. Ceux qui pratiquent l'enseignement de King expliquent que l'impulsion d'agression est très fréquente en situation d'oppression et que si cette agression est dirigée vers le système d'oppression, il peut produire une violente réaction qui continue et renforce le status quo. La lutte nonviolente consiste à canaliser cette énergie sociétale d'agression et à la détourner d'une pulsion de destruction ou de violence physique visant à se venger de ses oppresseurs, en la dirigeant vers une action constructive de changement du système construit sur l'injustice. Alors qu'on doit sans cesse poursuivre la justice et ne pas tolérer les comportements de ceux qui sont les bénéficiaires et les acteurs du système d'oppression, la pratique de la nonviolence inspirée de King et Gandhi insiste sur la nécessité de les traiter avec humanité et en tant qu'êtres humains.⁴²

Renforcer les détenteurs de pouvoir honnêtes et intègres

La recherche conduite dans le champ de la résistance civile met en évidence que tous ceux qui travaillent au sein du système d'oppression ne sont pas tous liés à ce système avec le même niveau de loyauté. Lorsque l'on applique cette observation au contexte de la lutte contre la corruption, on se rend compte que tous ceux qui participent au système de corruption ne sont pas forcément vénaux au même niveau et qu'en fait un grand nombre souhaiteraient se comporter avec intégrité. Cette dynamique est très visible dans le contexte du 5ème Pilier. Bien que ce ne soit pas son objectif premier, le mouvement fournit aux fonctionnaires qui sont en ligne de front avec la corruption les moyens d'en sortir. La masse critique atteinte par le mouvement leur fournit une protection lorsqu'ils décident d'exposer aux yeux de tous dans leur bureau le billet de zéro Roupie, encadré au mur, ou lorsqu'ils partagent anonymement ou non des informations avec le 5ème Pilier.

De plus, des fonctionnaires à la retraite ou d'anciens officiels du gouvernement, tels que Aruna Roy, le co-fondateur du MKSS, qui a dirigé le mouvement pour le droit à l'information, jouent souvent un rôle important dans les initiatives civiques anticorruption, ce qui leur donne plus d'autorité. Banukumar est un retraité qui, malgré ses anciennes responsabilités, a commencé comme bénévole au 5ème Pilier avant de devenir un des employés, avec un salaire beaucoup plus faible que ce qu'ils gagnait précédemment à son poste de co-directeur de l'agriculture dans l'état de Tamil Nadu. Quand on lui demande pourquoi il consacre son temps au mouvement, il répond "Je veux que l'Inde soit propre. J'ai été le témoin d'un niveau de corruption inimaginable dans les zones rurales où tout le système de droits de propriété sur les terres était entièrement pourri. Le règle de droit était bafouée et abusée." Quant à la catégorie de personnes comprenant les fonctionnaires qui travaillent encore au sein de l'état ainsi que ceux qui sont à la retraite - ont toute la connaissance, les compétences, les ressources qui peuvent être être extrêmement précieuses au mouvement, et qui n'ont pas été systématiquement recherchées. Le 5ème Pilier n'a pas encore intégré dans sa stratégie comme maximiser cette source latente de pouvoir de non-coopération, qui permettrait d'accroître les moyens de dévoiler la corruption du système et de donner aux fonctionnaires et officiels honnêtes le pouvoir de surmonter leurs peurs et de prendre par à l'action anticorruption.

Equipe exécutive et organisation

La vision d'Anand, son énergie, son dynamisme, la couverture médiatique dont il est l'objet à l'échelle internationale, et sa dédication personnelle à la cause en ont fait tout naturellement le porte parole et de fait le directeur du 5ème Pilier. Bien qu'il soit de nature modeste et discret, la profondeur de sa conviction l'anime d'une passion qui a capturé l'attention des médias et du public et son charisme est pour beaucoup dans le succès du mouvement. Il est capable d'inspirer l'enthousiasme, la confiance, le respect et le soutien, qui sont absolument nécessaire pour construire une équipe ayant une forte cohérence interne, ainsi que pour attirer un grand nombre de bénévoles, et recruter largement de nouveaux membres pour la lutte. Cependant, un mouvement qui se construit trop sur la nature charismatique de son leader peut en pâtir. Dans le cas d'Anand, l'année 2010 a été particulièrement difficile car il était appelé à s'occuper de tellement de détails logistiques qu'il n'avait plus le temps de se consacrer à des priorités stratégiques. Les chefs charismatiques sont vulnérables aux attaques qui cherchent à les discréditer et à discréditer leur initiative. Il est aussi vulnérable à des attaques physiques, qui heureusement n'ont pas eu lieu dans le cas d'Anand - une telle attaque se retournerait contre son auteur, tant la popularité d'Anand est grande. Mais plus le mouvement grandit et menace de personnes véreuses à tous les niveaux du gouvernement, plus le risque de telles attaques est

grand. Les initiatives civiques qui reposent trop sur la personne de leur fondateur ou leader peuvent également être fragilisée si cette personne n'est plus capable d'assumer ce rôle. Un désavantage encore plus grand à avoir un mouvement trop centré sur la personnalité de son chef charismatique, c'est que cela conduit les autres à prendre moins d'initiatives et à être moins innovants. La longue histoire des mouvements de résistance civile montre qu'il existe de nombreux cas de mouvements sans cette figure tutélaire de chef charismatique autant qu'il y a de cas de mouvements construits autour d'une telle figure.

Anand rapporte qu'il est conscient des défis posés par le fait que le mouvement repose en grande partie sur lui. A partir de 2012, l'ensemble des fonctions normales de l'organisation telles que le recrutement de nouveaux coordinateurs à l'échelle locale ou celle de bénévoles, étaient conduites sans qu'il soit impliqué ou qu'il influence en quoi que ce soit les décisions. Cela lui a permis de se libérer pour rediriger son énergie vers des questions plus larges relatives au mouvement, et à se concentrer sur les interactions entre le Qg de Chennai et le comité exécutif, tout en continuant à rencontrer les coordinateurs régionaux pendant les réunions ayant lieu deux fois par ans pour chacune des équipes.

Le 5ème Pilier est-il un mouvement social ou une organisation de la société civile?

Il est difficile de mettre le 5ème Pilier dans une catégorie bien définie. En un sens, c'est une organisation non gouvernementale qui a dû établir son identité légale afin de pouvoir être reconnue par l'Etat, de la même manière qu'en Sicile l'organisation Addiopizzo a été établie à Palerme. Ce statut d'organisation était nécessaire pour pouvoir fonctionner, pour recevoir des contributions, et cette infrastructure organisationnelle a également offert le cadre nécessaire pour que l'initiative civique puisse fonctionner sur le long terme. Le 5ème Pilier est donc bien une organisation de la société civile. Mais dans un autre sens, par sa nature et par ses activités, il relève aussi d'un mouvement social, construit sur la base du bénévolat, sur la mobilisation citoyenne, et sur une variété d'actions nonviolentes renforçant le pouvoir populaire. L'identité double du 5ème Pilier n'est pas porteuse d'aucune contradiction mais reflète plutôt les multiples formes que peuvent prendre les initiatives civiques.

Les défis

Contrairement à beaucoup d'initiatives civiques qui ont une durée déterminée et qui se focalisent sur un aspect précis ou sur une manifestation bien définie de la corruption, la lutte lancée par le 5ème Pilier cherche à réaliser une transformation sociétale systémique et donc par définition, n'a pas d'horizon temporel défini. Il en résulte que l'équipe centrale a identifié deux défis majeurs: la durabilité du

mouvement dans le temps, et son financement. Ces deux aspects sont critiques car, comme le fait remarquer Anand, “On ne peut pas changer la corruption du jour au lendemain.”

La durabilité— ou comment maintenir l’implication du peuple sur la longue durée—est un défi continu qui a plusieurs implications. Sans le recrutement incessant de nouveaux membres, il est impossible de faire croître le mouvement car il est inévitable que d’anciens membres deviennent moins actifs avec le temps, ou bien partent du mouvement, ce qui a un impact sur la résilience, sur les ressources, et sur la capacité du mouvement à mobiliser le pouvoir citoyen.

Le financement est aussi une préoccupation constante. Les donateurs sont souvent difficiles à attirer car le type de mouvement social représenté par le 5ème Pilier ne colle pas avec la définition traditionnelle d’une ONG qui conduit des projets bien définis et sur des périodes déterminées.

Les leçons que l’on peut tirer

La transformation sociétale

Les mouvements sociaux—dont les objectifs sont maximalistes au sens où il s’agit ici de briser la dynamique interne des systèmes de corruption—peuvent comprendre six dimensions liées les unes aux autres. La première est le *cadre temporel*, qui se réfère à des objectifs, des stratégies et des tactiques de court terme et de long terme. Il est essentiel de remporter des victoires de court terme. Elles vont nourrir et soutenir les objectifs de long terme. Comme le 5ème Pilier l’a démontré, les actions nonviolentes peuvent être dirigées vers des victoires immédiates, vers des gains futurs, ou vers les deux en même temps. La deuxième dimension est celle des différentes populations *cibles*, qui comprennent les détenteurs de pouvoir qui sont corrompus, les citoyens qui subissent la corruption, les détenteurs de pouvoir qui sont intègres et honnêtes, les citoyens en général, certaines cohortes de la population (par exemple la jeunesse). La troisième dimension est celle des *mœurs sociales*, avec une attention particulière prêtée aux perceptions et aux valeurs relatives à l’intégrité, les attitudes face à la corruption, et les normes comportementales des détenteurs de pouvoir et des citoyens ordinaires. Une autre dimension est celle du *comportement*. Il s’agit de changer la conduite des détenteurs de pouvoir et celle des citoyens. La cinquième dimension est celle de la *dynamique du pouvoir citoyen*. Elle inclut la non-coopération, la perturbation provoquée, et la capacité à entraîner le maximum de gens dans le mouvement. La sixième et dernière

dimension relève de *l'équation de pouvoir*. On vise ici à altérer la relation entre les détenteurs de pouvoir et le peuple.

La transformation sociétale implique également l'éducation. De la même manière que dans les initiatives de surveillance par la communauté lancées par l'organisation "Integrity Watch Afghanistan" (voir chapitre 8) ou par les audits sociaux de MUHURI au Kenya (voir chapitre 10), l'éducation peut être une source de pouvoir citoyen. Le 5ème Pilier incorpore des formations pour les citoyens ordinaires et pour la jeunesse, pour qu'ils utilisent la loi sur le droit à l'information et des ateliers destinés à "inoculer" les étudiants. Ils sont les futurs détenteurs de pouvoir et les futurs fonctionnaires et reçoivent ainsi un "vaccin" anti-corruption qui va avoir un impact tout au long de leur vie et de leur carrière, leur donnant des valeurs d'intégrité et d'honnêteté.

Mobilisation et tactiques

L'exemple du 5ème Pilier offre cinq leçons précieuses au regard de la mobilisation de masse et des tactiques utilisées. Tout d'abord, afin de défier la corruption endémique, il est essentiel de sensibiliser le public. On fait les mêmes observations qu'avec "Addiopizzo" en Italie (voir Chapitre 6) et "Egyptians Against Corruption" ("Égyptiens contre la corruption" - voir Chapitre 10): on ne peut sensibiliser efficacement le public que si le discours résonne avec les citoyens ordinaires et leurs préoccupations quotidiennes émanant de leur contexte socioculturel.

Deuxièmement, la sensibilisation à elle seule n'est pas suffisante pour conduire au changement. Le 5ème Pilier combine les actions de sensibilisation avec celles visant à renforcer la capacité d'action des citoyens et celles entraînant une mobilisation, en incorporant une grande variété de tactiques nonviolentes. Troisièmement, afin de mobiliser les citoyens et de gagner leur soutien, les actions nonviolentes efficaces doivent être pertinentes pour le contexte local. Elles doivent en particulier tenir compte des normes sociales et culturelles et de l'histoire.

Quatrièmement, une des leçons clés est d'offrir aux citoyens les moyens de dire non - ici non à l'extorsion - et de développer des tactiques de non-coopération avec le système d'oppression. Par exemple, le billet de zéro Roupie permet aux gens de conjurer le pouvoir de refuser la corruption.

Enfin, lorsque l'on identifie des groupes sociaux à cibler, une considération importante est l'effet multiplicatif de ce groupe, c'est-à-dire la capacité de cette cohorte à impacter d'autres personnes et groupes autour d'eux et dans la société en général. Ainsi, dans la plupart des sociétés, la jeunesse a un effet multiplicatif en influençant les adultes dans leurs cercles immédiats ou plus larges de la société. Au

niveau sociétal, il peut s'agir de figures religieuses ou de personnalités populaires respectées, que ce soit d'anciens responsables politiques à la retraite ou des stars des arts ou des sportifs de haut niveau.

Du sommet vers la base ou de la base vers le sommet

Dans le champ de la résistance civile, on se concentre généralement sur les actions renforçant la capacité d'action des citoyens ordinaires. Les mouvements contre la corruption tels que le 5ème Pilier montrent l'importance de développer des stratégies supplémentaires qui soutiennent des personnes intègres et honnêtes détenteurs de pouvoir et leur offrent des tactiques qui les renforcent dans leur refus des pratiques de corruption.

L'ultime leçon de cette étude de cas concerne l'efficacité de la loi indienne sur le droit à l'information. Elle a été pionnière en permettant de développer un nouveau paradigme anticorruption dans la législation et les régulations, offrant des mesures donnant aux citoyens ordinaires des outils pour perturber le système de corruption, pour défier l'impunité, et pour accroître la responsabilité des détenteurs de pouvoir. Contrairement aux mécanismes institutionnels traditionnels qui reposent sur les sanctions et l'appareil de contrôle de l'Etat, ces méthodes sont d'un tout autre genre, allant de la base vers le sommet du pouvoir et transformant la nature de la relation entre l'Etat et les citoyens.

Notes

1. Une organisation sociale citoyenne est une entité non-gouvernementale qui fait partie d'un mouvement social. Elle peut fournir des fonctions multiples telles que l'identité, la direction (leadership), la stratégie, mais le mouvement lui-même n'est pas réductible à cette organisation et il n'est pas non plus nécessaire que de telles organisations existent au sein d'un mouvement pour que celui-ci réussisse.

2. Pour l'excellente analyse d'une étude de cas sur le mouvement sur le droit à l'information, voir Sowmya Kidambi, *Right to Know, Right to Live: Building a Campaign for the Right to Information and Accountability* (Minneapolis: Center for Victims of Torture, 2008), www.newtactics.org.

3. Ibid., 6.

4. Ibid.

5. Lina Khan, "India Makes Remarkable Strides Towards a More Perfect Democracy," www.huffingtonpost.com, April 2, 2010, 3.

6. Ibid.

7. "How to Use the Right to Information Act," 5th Pillar, n.d., handout.

8. Pour des informations sur la manière dont on doit enregistrer une demande au regard de la loi sur le droit à l'information, voir "Right to Information Act," 5th Pillar, <http://www.5thpillar.org>.

9. "Global Right to Information Rating," Center for Law and Democracy, September 28, 2011, www.rti-rating.org.

10. "Safeguarding the Right to Information: Report of the People's TI Assessment 2008," RTI Assessment and Analysis Group (RaaG) and National Campaign for People's Right to Information (NCPRI), New Delhi, October 2009, 7.

11. Karnataka Information Commission, Third Annual Report, 2009–2010, 29.

12. "Safeguarding the Right to Information" - Sauver le droit à l'information
13. PriceWaterhouseCoopers, "Final Report: Understanding the Key Issues and Constraints in Implementing the RTI Act," Department of Personnel and Training of India, 2009.
14. Ibid., 4.
15. Cette étude de cas est basée sur des interviews avec des membres du 5ème Pilier qui ont eu lieu en Avril 2010: Vijay Anand, cofondateur et président; K. Banukumar, directeur exécutif; T. Jayaselvan, administrateur; elle se base également sur des échanges de mails avec Anand qui ont suivi son interview. Le titre de cette section est un des slogans du 5ème Pilier qui est imprimé dans la brochure du mouvement.
16. Brochure du 5ème Pilier, Avril 2010.
17. Déclaration de la Mission du 5ème Pilier, ission, site web du 5ème Pilier, <http://india.5thpillar.org>.
18. Brochure du 5ème Pilier, Avril 2010.
19. Vijay Anand, communication personnelle avec l'auteur.
20. Une étude de 2011 publiée par le Centre Asiatique des Droits Humains (Asian Centre for Human Rights) déclare que les activistes qui utilisent la loi sur le droit à l'information de façon indépendante et sans faire partie d'une organisation "font partie des défenseurs des droits humains les plus vulnérables en Inde." De plus, un bilan de l'utilisation de cette loi par la société civile fait ressortir que 40% des personnes interrogées vivant en milieu rural citent les harcèlements de la part de fonctionnaires et leur manque de coopération comme la contrainte la plus importantes empêchant d'utiliser cette loi. (*RTI Activists: Sitting Ducks of India* [New Delhi: Asian Centre for Human Rights, 2011], 1).
21. Ibid.
22. Rapport annuel 2011 du 5ème Pilier à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (United Nations Convention Against Corruption- UNCAC) Coalition, copie fournie à l'auteur.
23. J'ai pu observer un atelier "Libérons-nous de la corruption" au Vellore Institute of Technology le 7 Avril 2010.
24. Il n'est pas surprenant que, juste après que la loi sur le droit à l'information ait été votée, il y a eu immédiatement des tentatives de diluer son application, en augmentant le nombre d'agences gouvernementales et de départements publics qui puissent être exemptés d'être soumis à cette loi, en accroissant les frais d'enregistrement, rendant plus difficile pour les plus pauvres l'enregistrement de requêtes visant à obtenir des informations.
25. Le fonctionnaire collecteur du district est à la tête de l'administration du district. Il y a trente-deux districts dans le Tamil Nadu.
26. J'ai assisté à une présentation du 5ème Pilier au chapitre d'un Rotary Club à Chennai le 9 Avril 2010.
27. "What Is the Jan Lokpal Bill, Why It's Important," NDTV, August 16, 2011, www.ndtv.com.
28. Rapport Annuel 2011 du 5ème Pilier au UNCAC.
29. En janvier 2013, Anna Hazare a rejeté la nouvelle version de la loi Jan Lokpal présentée par le gouvernement central. Peu de temps après, il a lancé une campagne de 18 mois, Janantra Yatra, visant à mobiliser le peuple pour faire pression sur les détenteurs du pouvoir pour qu'ils fassent passer une loi ambitieuse (D. S. Kumar, "Anna Hazare's Janantra Yatra Reaches Roorkee," *Times of India*, April 17, 2013, <http://timesofindia.indiatimes.com>; "Anna Hazare Rejects New Lokpal Bill Draft Proposed by Government," *Hindustan Times*, January 31, 2013, www.hindustantimes.com).
30. 5th Pillar, "Effective Public Speaking Workshop for 5th Pillar Volunteers," blog entry, September 24, 2007, <http://blogs.5thpillar.org>.
31. Les coutumes pour donner un nom sont complexes en Inde et de manière générale les gens ont seulement un nom.
32. La marche Dandi est aussi connue sous le nom de marche du sel Satyagraha ou simplement marche du sel.
33. Suhasini Maniratnam, 5th Pillar TV, May 7, 2007, interview par Vijay Anand, <http://www.youtube.com/watch?v=HLb4qZUyfJc>.
34. Anand a été invité à intervenir dans une session spéciale sur le pouvoir d'action populaire, que j'avais coordonnée.
35. 5th Pillar's *Maatram* (Change) magazine, 5th Pillar website, <http://india.5thpillar.org> (accessed May 12, 2012).
36. 5th Pillar, <http://www.5thpillar.org/programs/vizhithethu-thamizha>.

37. Yasmeen Mohiuddin, "Zero-Rupee Note Tackles India's Corruption Culture," *Daily Telegraph*, February 10, 2010, www.telegraph.co.uk.
38. Annonce par e-mail du 5ème Pilier , 31 Octobre 2013.
39. "Beating Bribery: Small Change," *The Economist*, December 7, 2013.
40. "Anti-Corruption Day Observed with Fanfare," Propublic, n.d., [http:// www.propublic.org](http://www.propublic.org).
41. Rapport Annuel 2011 du 5ème Pilier au UNCAC, 1.
42. Bernard Lafayette Jr. and David Jensen, *The Nonviolence Briefing Booklet* (Galena, OH: Institute for Human Rights and Responsibilities, 2005).